

INCLUSION FINANCIÈRE

Le développement du e-paiement et de l'épargne s'impose

En dépit des efforts consentis, jusque-là, dans le secteur bancaire notamment en matière de modernisation et digitalisation, beaucoup reste à faire pour réduire le phénomène de thésaurisation de l'argent en domicile et le recours au «cash» dans les différentes transactions. Ce dernier est toujours prédominant et les Algériens sont accrus aux paiements des transactions en espèce. Les détenteurs de Cartes bancaires et Edahabia, au nombre de près de 15 millions, se contentent jusqu'à présent au retrait automatique de l'argent auprès des GAB (guichets automatiques bancaires) et peu d'entre eux recourent au e-paiement. P 3



LA 31^e ÉDITION DE FPA S'OUVRE AUJOURD'HUI À LA SAFEX

Le «made in Algeria» à l'honneur



C'est aujourd'hui que la Foire de la production algérienne (FPA) ouvre ses portes. Organisée du 14 au 23 décembre par la Société algérienne des expositions (Filiale de la SAFEX) et placée sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, cette importante manifestation économique aura pour thème : «L'entreprise productrice, base de la croissance et du développement économique».

P 2

VOIES FERRÉES

Des projets prometteurs concrétisés en 2023



L'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements (ANESRIF) a mis en service, en 2023, plus de 700 km de voies ferrées, tout en poursuivant la réception de projets importants l'année prochaine, en application des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à développer et à étendre le réseau de lignes ferroviaires et à renforcer le développement local.

P 5

INVESTISSEMENT

Nécessité de renforcer le plan tracé par l'Etat

Le directeur du soutien et de la promotion des échanges économiques au ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Rabah Fassih, a affirmé la nécessité de renforcer le plan tracé par les hautes autorités en matière d'investissement, afin de réaliser la diversification de l'économie nationale, d'attirer un plus grand nombre d'investisseurs étrangers en Algérie et d'augmenter les exportations de l'Algérie hors hydrocarbures.

P 4

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

L'avant-projet de loi sur les Assurances examiné P3

TARIK HARTANI, COORDINATEUR DU COMITÉ DE RÉFLEXION POUR LE DÉVELOPPEMENT DES CÉRÉALES

«Nous pouvons atteindre l'autosuffisance en blé à moyen terme» P5

PÉTROLE

L'OPEP prévoit un nouveau record de la demande en 2024 P16

COMMERCE

Zitouni reçoit le chef de la mission du FMI

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, a reçu le chef de la mission du Fonds monétaire international (FMI), Chris Geiregat, dans le cadre des consultations annuelles du FMI, indique un communiqué du ministère. Lors de cette rencontre, tenue mardi au siège du ministère, M. Zitouni a passé en revue "les réformes menées dans le secteur du Commerce et de la Promotion des exportations en 2023 et les aspirations quant à la politique du commerce intérieur et extérieur", précise la même source. A cette occasion, le ministre a rappelé les principales réformes initiées par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en faveur de la diversification des exportations hors hydrocarbures, conclut le communiqué.

TRANSPORT DE PSYCHOTROPES

Le ministère de l'industrie met en garde

Le ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique a publié une instruction destinée aux établissements pharmaceutiques relative aux nouvelles procédures liées aux autorisations de transports des produits psychotropes. « Dans le cadre de la numérisation du secteur de la production pharmaceutique et du renforcement du contrôle administratif, technique et de sécurité des substances et médicaments ayant des propriétés psychotropes, le ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique informe l'ensemble des directeurs techniques des établissements pharmaceutiques de la nouvelle procédures liées aux autorisations de transports des produits psychotropes » lit-on dans un communiqué posté sur la page Facebook du ministère. A cet égard, le ministère indique qu'à partir de la date « de publication de la présente note, toutes les demandes des autorisations de transports des produits psychotropes doivent se faire par obligatoirement par voie numérique sécurisé, via le lien : <https://www.miph.gov.dz/mipform/transport> ». Le même document souligne que cette procédure doit être faite « avant de procéder au dépôt du dossier administratif (version papier) au niveau des services concernés du ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique ». Et de conclure que « la plus grande importance est accordée à l'application de la présente note ».

LA 31É ÉDITION DE FPA S’OUVRE AUJOURD’HUI À LA SAFEX

Le «made in Algeria» à l’honneur

C'est aujourd'hui que la Foire de la production algérienne (FPA) ouvre ses portes. Organisée du 14 au 23 décembre par la Société algérienne des expositions (Filiale de la SAFEX) et placée sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, cette importante manifestation économique aura pour thème : «L'entreprise productrice, base de la croissance et du développement économique».

Par Sirine R.

Cette 31 éme édition verra la participation 565 exposants, dont de «grandes entreprises nationales publiques et privées et d'autres ayant investi fraîchement le marché national, en vue d'exposer les produits et les services des sociétés algériennes, sur une superficie totale de 28.666 m2», indique un la Société algérienne des foires et exportations "SAFEX" dans un communiqué. C'est une véritable occasion pour les visiteurs de rencontrer les producteurs nationaux et du «made in Algeria» en général. La FPA regroupera plusieurs secteurs d'activité dont l'industrie agroalimentaire,

chimique et pétrochimique, les industries de transformation (meubles, textile, cuirs et prêt-à-porter), l'industrie électronique et l'électroménager, les industries mécaniques, la sidérurgie, la construction et matériaux de construction, le secteur des services, les industries militaires, les startups et l'artisanat.

Dans le détail, le secteur des industries alimentaires et de l'emballage s'est taillé la part du lion en termes de nombre de participants, qui a atteint 116 exposants sur une surface d'exposition de 5 065 m2, suivi par le secteur des industries chimiques et pétrochimiques avec 94 exposants sur une surface de 3 677 m2. En marge de la foire, ajoute le communiqué,

plusieurs rencontres réunissant différents acteurs économiques seront organisées et aborderont plusieurs dossiers, à l'instar d'une journée d'étude sur la zone africaine de libre échange, organisée par le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations, le 16 décembre. Une autre rencontre sera organisée autour de «l'organisation des projets: défis et opportunités», le 17 décembre, ainsi qu'une autre autour des «nouveaux mécanismes, en vue de soutenir les sociétés de production à l'export», le 18 décembre. La FPA ouvrira ses portes de 11h00 à 18h00, durant toute la période d'organisation, note la Safex dans son communiqué.

MILA

Saisie de 8 quintaux de pois chiche importés à Oued Seggan

Les éléments de brigade de la gendarmerie nationale d'Oued Seggan (Mila) ont saisi 8 quintaux de pois chiche d'importation et arrêté 3 personnes, apprend-on mardi des services du groupement de wilaya de corps constitué. Selon la même source, les

éléments de la brigade exploitant des informations sur les activités de deux personnes s'adonnant au commerce illicite de légumes secs ont suivi les déplacements des suspects parvenant à interpeler un véhicule utilitaire à la cité Benbadis dans la commune d'Oued

Seggan transportant 16 sacs de pois chiche pesant 8 quintaux sans documents justificatifs et à arrêter les deux suspects. Au cours de l'enquête, les mis en cause a indiqué avoir acquis cette quantité auprès d'un grossiste qui a reconnu leur avoir vendus cette quantité sans

facture et sans exiger un registre de commerce et a été arrêté, selon la même source. Au terme des procédures légales, les mis en cause seront différés devant le procureur de la République près le tribunal de Chelghoum Laïd.

TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE

Le processus de transformation numérique «en cours d’accélération»

Le processus de transformation numérique dans le secteur du Travail est "en cours d'accélération", a affirmé, mercredi à Alger, M. Mohamed Louail, directeur central au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité Sociale, rappelant les nombreuses actions engagées par ce département dans ce sens. "Notre département ministériel s'attèle à accélérer le processus de transformation numérique, conformément aux engagements du président de la République, afin d'habiller notre ressource humaine à agir de façon active et participative dans un environnement régional et international en perpétuelle mutation", a précisé M. Louail, directeur de la Modernisation de l'Administration du Travail, de l'Emploi et du Système de la Sécurité Sociale. M. Louail s'exprimait lors d'une rencon-

tre intitulée "La transformation numérique des organisations: Les préalables en management des ressources humaines", organisée à l'Ecole supérieure de la Sécurité sociale (ESSS) "Mohamed Salah Mentouri" par le laboratoire Travail, Emploi et Sécurité Sociale (LTESS), en collaboration avec le laboratoire Management, Gouvernance, Innovation et Performances des organisations "MaGIPO", en présence de cadres ministère du Travail, de divers organismes et établissements, d'opérateurs économiques, de chercheurs, d'étudiants. Relevant "l'appui" de la recherche scientifique au développement de la transformation numérique, il a rappelé "la stratégie numérique globale" élaborée par le ministère du Travail dans le souci de sa modernisation, "avec comme priorité, la numérisation de l'ensemble des services et

comme objectif, le développement économique du pays". Il a évoqué, à ce titre, les solutions numériques développées jusque-là par ce département ministériel, à même de permettre de faire "l'économie du déplacement, tout en réduisant les délais de traitement des dossiers et améliorer la qualité des prestations", citant, entre autres, le récent portail "Khadamati", lancé en août dernier et regroupant les différentes plates-formes existantes audit ministère. Il s'agit également du portail "El Wassit", destiné à faciliter la mission de l'Agence nationale de l'Emploi (ANEM) ainsi que "Tawdjih", dont le lancement est annoncé pour bientôt afin d'offrir aux catégories concernées par la formation de consulter, entre autres, les filières requises sur le marché du travail, etc.

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 021 73 71 28 / 021 73 76 78 / 021 74 99 81
Fax : 021 73 95 59
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

INCLUSION FINANCIÈRE

Le développement du e-paiement et de l'épargne s'impose

En dépit des efforts consentis, jusque-là, dans le secteur bancaire notamment en matière de modernisation et digitalisation, beaucoup reste à faire pour réduire le phénomène de thésaurisation de l'argent en domicile et le recours au «cash» dans les différentes transactions. Ce dernier est toujours prédominant et les Algériens sont accrus aux paiements des transactions en espèce. Les détenteurs de Cartes bancaires et Edahabia, au nombre de près de 15 millions, se contentent jusqu'à présent au retrait automatique de l'argent auprès des GAB (guichets automatiques bancaires) et peu d'entre eux recourent au e-paiement.

Par Zahir R.

Selon les derniers chiffres de la Banque d'Algérie (BA), la circulation fiduciaire hors banques est évaluée à 7 393 milliards de DA. Un taux qui reste comme même élevé. Il est quantifié à 32% de la masse monétaire mesurée par M2 (26,7% du PIB), indique l'expert financier international, Rachid Sekak dans son analyse au marché bancaire en Algérie à la fin de 2022. «On observe un phénomène bien connu : salaire vire sur un compte bancaire ou auprès d'Algérie Poste le 24 du mois au matin et retrait de la totalité de la somme le 24 l'après midi ou le 25. Nous sommes largement en face d'un souci de fuite vers le cash», déplore-t-il. Pour cet expert, il est plus que nécessaire de travailler sur deux axes d'efforts, à savoir le développement des paiements électroniques et les produits d'incitation à l'épargne. Concernant le développement des paiements électroniques, Rachid Sekak a fait savoir que près de 14 millions de cartes bancaires sont en circulation et près de 50 000 TPE ont déjà été déployés. Les cartes CIB sont largement sous

et mal utilisées. Les chiffres sont à l'appui : « 1 /3 des cartes sont utilisées et en gros 95 % des transactions portent sur des retraits de cash». La matière est bien là : comment inciter à une meilleure utilisation ? s'interroge-t-il. La réponse est simple: Il faut trouver un moyen pour gagner la confiance des Algériens. Il y a deux soucis à prendre en charge, à savoir le souci fiscal et la transparence. De nombreux ménages et commerçants surtout sont peur de poursuite des services de fisc. Donc, préconise l'expert financier, il faut prévoir des incitations fiscales pour les petits commerces de proximité afin de se doter en moyen de paiement électronique. Pour illustrer ses propos, l'expert a cité l'exemple des stations Naftal qui peuvent jouer un rôle important dans le développement du paiement électronique, d'autant plus que le parc automobile est estimé à 7 millions de véhicules. Certainement, si l'Etat impose le e-paiement aux automobilistes, le recours au cash sera réduit significativement. Concernant les produits d'incitation à l'épargne, l'expert a noté que l'intervention annuelle de l'Etat sur concours budgétaires dans

le financement du logement a été de 600 à 650 milliards de DA au cours des 10 dernières années. C'est un investissement colossal est difficile à maintenir surtout avec la fluctuation des prix de pétrole. Donc c'est un financement qui n'est pas pérenne dans la durée. Pour lui, la réduction de cette dépendance budgétaire passe par le rétablissement d'un lien entre effort préalable d'épargne et accès au logement avec le développement de produits de collectes attractives, équitables et crédibles. Une telle démarche présenterait un double avantage, dira-t-il: « un effet positif sur les finances publiques en réduisant le financement par le Trésor. Un ralentissement du phénomène de desinclusion financière par une incitation à l'épargne». Il est à noter que le Président Tebboune avait ordonné l'Exécutif pour le lancement d'un vaste chantier de réforme dans le secteur bancaire en 2024. D'ailleurs, il est prévu l'ouverture du capital de deux banques publiques (le CPA et la BDL) à hauteur de 30%. C'est une démarche qui vise à dynamiser le marché financier et surtout boursier, dont le but est de bancariser l'argent circulant dans le circuit hors banques.

RÉUNION DU GOUVERNEMENT L'avant-projet de loi sur les Assurances examiné

Le Premier ministre Nadir Larbaoui a présidé, mercredi, une réunion du gouvernement, consacrée, notamment, à l'examen de plusieurs dossiers, dont l'avant-projet de loi sur les Assurances, indique les services de Premier ministre dans un communiqué. L'examen de cet avant-projet de loi s'inscrit, précise la même source, dans le cadre d'un plan global du secteur des financier et bancaire conformément aux orientations du président de la République afin d'adapter le cadre juridique pertinent aux réformes économiques en cours. Le texte proposé vise à actualiser la législation en vigueur relative aux assurances en tenant compte des différentes évolutions qu'a connues le pays, et à améliorer la gouvernance de ce secteur, notamment en renforçant la fonction de contrôle, ainsi qu'à fixer la base juridique de l'assurance « Takaful » en l'adaptant aux évolutions de l'activité d'assurance afin d'accroître l'attractivité du secteur des assurances en Algérie. Le gouvernement a également examiné le cadre réglementaire relatif à l'élimination des produits saisis ou confisqués dans le cadre de la lutte et la prévention contre le narcotrafic les psychotropes. Le gouvernement a également étudié un projet de décret exécutif visant à mettre en œuvre les projets de développement public d'importance économique et sociale visant à améliorer la qualité du service public de proximité et à répondre aux préoccupations des citoyens, conformément aux hautes instructions du président de la République. **S R.**

TEXTE DE LOI DE FINANCES 2024

Près de 173 milliards de DA affectés aux nouvelles wilayas

Une enveloppe de près de 173 milliards de DA a été affectée aux dix nouvelles wilayas dans le texte de loi de finances 2024, a fait savoir, mardi à Alger, le ministre des Finances, Laaziz Faïd. Les dix nouvelles wilayas du Sud bénéficieront de crédits de paiement estimés à 172,8 milliards de DA, tandis que l'autorisation d'engagement glo-

bale s'élève à 228,1 milliards de DA, selon les chiffres présentés par M. Faïd en réponse aux questions et préoccupations des sénateurs dans le cadre du débat du nouveau texte de loi de finances lors d'une plénière présidée par Salah Goudjil, président du Conseil de la nation, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar et de

membres du Gouvernement. Le ministre a précisé que 55% de ces montants seront destinés aux dépenses d'investissement (124,6 milliards de DA en autorisations d'engagement et 69,1 milliards de DA en crédits de paiement), touchant principalement les secteurs de l'Education, de l'Habitat, des Travaux publics, de l'Agriculture et de la Santé.

En 2023 au titre des dépenses d'investissement, ces dix wilayas avaient bénéficié d'une enveloppe budgétaire globale estimée à 35,8 milliards de DA en autorisations d'engagement (dont 35 milliards de DA pour le nouveau programme) et 26,5 milliards de DA en crédits de paiement (dont 13 milliards de DA pour le programme en cours). «Globalement et dans le

budget de l'Etat pour l'exercice 2024, 596,73 milliards de DA en autorisations d'engagement et 511,24 milliards de DA en crédits de paiement ont été alloués aux wilayas du Sud, ce qui constitue respectivement 22% et 20% du total des affectations dédiées aux wilayas», a-t-il poursuivi. **R E.**

LOI RELATIVE AUX ASSURANCES MODIFIÉE

Diversifier les produits et systèmes des assurances

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a affirmé que la loi relative aux assurances, modifiée et complétée, présentée mercredi lors de la réunion du gouvernement, contribuera à renforcer l'adaptation et la gouvernance des compagnies d'assurances et à renforcer le rôle des organes de contrôle, tout en améliorant la qualité des services fournis aux clients. Le ministre s'exprimait, mardi soir, de la cérémonie de célébration du 60e anniversaire de la création de la Société nationale des assurances (SAA) et de l'obtention de l'agrément pour l'exercice des activités d'assurances, au Centre international de conférences (CIC) Abdellatif-Rahal (Alger), en présence des anciens PDG de la Société, des PDG des compagnies des assurances, des banques et des établissements financiers, et des représentants d'organes publics et privés. Le minis-

trère œuvre à réaliser "un développement continu du secteur à travers des projets de loi qui verront le jour bientôt, notamment la loi modifiée et complétée relative aux assurances qui sera présentée lors de la réunion du gouvernement mercredi", visant à "renforcer l'adaptation et la gouvernance des compagnies d'assurances, à renforcer le rôle des organes de contrôle, et à améliorer la qualité du service offerts aux assurés", a fait savoir M. Faïd. En outre, cette loi vise à "diversifier les produits et systèmes des assurances à travers l'inclusion financière, de l'assurance +Takaful+, et de la prise en charge des nouveaux risques, en sus de la modernisation de la gestion du marché d'assurances par l'accélération de la cadence de la numérisation", a ajouté le ministre. A cet égard, M. Faïd a indiqué que le secteur des assurances "requiert une plus grande attention, en tenant

compte des opportunités offertes sur le marché et le taux de sa contribution au produit intérieur brut (PIB), que le ministère s'efforce à élever au niveau des normes internationales." Le ministre a mis en relief l'importance du secteur des assurances dans la couverture des risques et le financement de l'économie nationale à travers les indemnités qui ont connu "une hausse significative au cours des dernières années, atteignant 70 milliards (mds) de DA en 2022", indiquant que "les autorités publiques ont placé ce secteur au cœur de leurs préoccupations à travers les différentes politiques économiques." A ce propos, il a rappelé les réformes effectuées depuis 1995 jusqu'à ce jour, qui ont permis au secteur des assurances de tripler son chiffre d'affaires et d'atteindre plus de 155 mds de DA en 2022, contre 46 mds de DA enregistrés en 2006."

SOUSCRIPTION ET DÉCLARATION DES ACCIDENTS

Lancement prochainement d'une application mobile par SAA

Le Président directeur général (PDG) de Société algérienne des assurances (SAA), Youcef Benmicia a révélé que la compagnie publique a enregistré "une croissance continue de son chiffre d'affaires qui a dépassé 30 mds de DA en 2022, avec un volume d'indemnisation excédant 14 mds de DA." L'augmentation du capital financier de la société s'est faite en plusieurs étapes pour atteindre 35 milliards DA en 2023, contre 43 milliards DA de fonds spécifiques et une marge de solvabilité estimée à 44 milliards DA. Dans le cadre de l'adaptation de la société avec la nouvelle réalité du marché pour assurer une couverture d'assurance innovée et compétitive répondant aux besoins des assurés, au titre d'un plan de développement à moyen terme 2023-2025 fondé sur le développement, le gain et

la numérisation, M. Benmicia a souligné que sa société envisageait de "lancer prochainement une nouvelle application numérique pour faciliter au client le processus de souscription, de même que la déclaration des accidents via téléphone mobile". Dans le cadre de cette démarche visant à assurer la numérisation du secteur financier, la SAA a développé de nouveaux moyens de versement des indemnités par mandats postaux numériques, à la faveur d'un partenariat avec Algérie poste, a-t-il fait savoir. La rencontre a été une occasion pour passer en revue le parcours réussi de la SAA, depuis sa création en 1963 et distinguer ses anciens PDG et directions régionales les plus performantes, de même que les projets réalisés par les cadres de la société, et nombre de ses clients fidèles.

INCUBATEUR DE L'UNIVERSITÉ DE BOUMERDÈS
13 projets bénéficiaires du label «Projet innovant»

Treize projets inscrits dans le cadre de l'incubateur scientifique et technologique de l'université "M'hamed Bougara" de Boumerdès ont obtenu récemment le label "Projet innovant" de l'Institut national algérien de la propriété industrielle (INAPI), a-t-on appris, mardi, auprès de cet établissement de l'enseignement supérieur. "Ces 13 projets innovants ayant obtenu un brevet d'invention, ont été inscrits au titre du programme de travail de l'incubateur pour l'année universitaire 2022/2023", a indiqué le directeur de l'incubateur de l'université de Boumerdès, Samir Lechheb, en marge de la manifestation "Café des affaires" qui a réuni des porteurs de projets et d'idées et des opérateurs économiques. Il a expliqué que les "projets bénéficiaires de ce label sont dédiés à la sécurité alimentaire, sanitaire et énergétique, et porteurs d'objectifs répondant aux exigences du développement local, régional, et national", soulignant que l'établissement universitaire a pour rôle d'"accompagner la consécration des objectifs fixés tout au long du processus de réalisation de ces projets de recherche". M. Lechheb a ajouté que les projets en question font partie de plus de 100 demandes pour l'obtention du label de "Projet innovant", inscrites sur la plateforme numérique de l'incubateur, depuis sa création en 2021, notant que sur ce total de demandes enregistrées, 65 ont été introduites par des diplômés universitaires qui ont présenté leurs mémoires de fin d'études, tandis que les 33 restantes se trouvent toujours en attente à l'INAPI. Cette rencontre a été marquée par l'animation de communications suivies de débats avec les étudiants et les porteurs de projets sur des thèmes liés à la contribution du réseau économique algérien à la formation et à la promotion de partenariats entrepreneuriaux permanents, et la relation entre les startups, l'innovation et l'emploi. "L'objectif principal de ce +Café des affaires+ est de rapprocher les opérateurs économiques et les porteurs de projets et de leur apporter les facilitations nécessaires", a souligné, à l'occasion, Halim Khaldi, secrétaire général de l'Organisation algérienne du commerce et de l'investissement social, organisatrice de l'événement, en coordination avec nombre d'organismes concernés.

R E.

INVESTISSEMENT

Nécessité de renforcer le plan tracé par l'Etat

Le directeur du soutien et de la promotion des échanges économiques au ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Rabah Fassih, a affirmé la nécessité de renforcer le plan tracé par les hautes autorités en matière d'investissement, afin de réaliser la diversification de l'économie nationale, d'attirer un plus grand nombre d'investisseurs étrangers en Algérie et d'augmenter les exportations de l'Algérie hors hydrocarbures.

Par Slimane T.

S'exprimant à l'ouverture de la 1ère édition du Forum international des affaires et de l'investissement à Alger, Fassih a évoqué une série de mesures prises par le ministère des Affaires étrangères pour renforcer l'appareil diplomatique économique, dont notamment l'ouverture de bureaux d'information et de promotion des investissements et des exportations, la création d'un portail dédié à la diplomatie économique sur le site électronique du ministère, et la mise en place d'un réseau des chargés d'affaires économiques et commerciales au niveau des différentes ambassades de l'Algérie à l'étranger. Le ministère œuvre, également, avec les autres secteurs et les organismes de soutien au commerce à organiser des forums, à envoyer des délégations algériennes et à organiser des manifestations économiques à l'étranger, ainsi qu'à inviter les étrangers à participer aux événements économiques locaux, dans le but d'accompagner le produit local et de capter les investissements directs étrangers (IDE). Les perspectives et mesures de facilitation des investissements nationaux et étrangers, ainsi que des exporta-

tions pour accéder aux différents marchés internationaux, notamment africain et européen, ont constitué le thème de la première édition du Forum international des affaires et de l'investissement, organisé mardi à Alger, rappelle-t-on. Cette rencontre a été une occasion pour les participants d'aborder l'amélioration du climat des affaires et les préoccupations des investisseurs quant aux opportunités de renforcement d'une nouvelle coopération avec les différents acteurs économiques, les entreprises et les organismes publics en charge de l'organisation et de la gestion de l'économie nationale. Pour sa part, Hicham Saïdi, directeur général de la société d'études économiques et développement des investissements (SEEDI), a souligné que l'Algérie possède de nombreux atouts économiques à exploiter pour renforcer les opportunités d'investissement, d'où, a-t-il dit, l'importance de ce forum qui vise à atteindre cet objectif en offrant des opportunités pour établir des partenariats locaux et étrangers entre différents acteurs économiques. M. Saïdi a également abordé les avantages de la nouvelle loi sur l'investissement et les réformes profondes entreprises par l'Algérie pour

accompagner les investisseurs locaux et étrangers dans la réalisation de leurs projets d'investissement. De son côté, Amine Boutalbi, Président du Centre arabo-africain d'investissement et de développement (CAAID), a appelé les opérateurs africains à exploiter les opportunités entre les pays du continent et à abandonner l'idée d'exporter en dehors de celui-ci. Abordant les mesures prises par l'Algérie pour accompagner les produits nationaux dans le continent africain, M. Boutalbi a affirmé que l'Algérie regorge d'atouts économiques "immenses", en plus des facilités proposées pour les exploiter. Quant à Kamel Hamani, président de la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI), il a souligné la volonté politique de l'Algérie d'améliorer le climat d'investissement, mettant en lumière les avantages des nouvelles lois liées à l'investissement et au foncier économique. Le président de l'Organisation algérienne du commerce et de l'investissement social (OACIS), Djaber Bensedira, a abordé les conditions qui encouragent l'investissement en Algérie, telles que l'aménagement des zones industrielles, le soutien aux infrastructures électriques et gazières, et l'énergie juvénile qui contribue à attirer l'investissement étranger.

DÉVELOPPEMENT DES ACTIVITÉS DE PÊCHE ET PROTECTION SOCIALE DES PROFESSIONNELS DE LA MER

Des enjeux stratégiques pour la tutelle

Le ministre de la Pêche et des Productions halieutiques, Ahmed Badani, a affirmé, mardi à Annaba, que le développement des activités de pêche en haute mer et de l'aquaculture, ainsi que la mise en place d'une protection sociale pour les professionnels du secteur, sont des enjeux stratégiques. Au cours d'une rencontre au siège de la wilaya avec différents acteurs du secteur, dans le cadre d'une visite de travail et d'inspection dans cette wilaya, le ministre a indiqué que le plan d'action élaboré dans le cadre de cette démarche «en plus du développement de la pêche en haute mer, de la dynamisation des activités de l'aquaculture, en mer et en eau douce, et de la mise en place d'une protection sociale des professionnels du secteur, s'appuie sur l'activité de construction et d'entretien navals». M. Badani a rappelé, dans ce contexte, les mesures «significatives» prises par

les pouvoirs publics en faveur des amateurs de navires de pêche en haute mer, ainsi que les mesures de soutien inscrites dans le texte de la Loi de finances 2024 relatives à l'octroi d'avantages fiscaux aux jeunes investisseurs dans le domaine de l'aquaculture marine et en eau douce. Le ministre, considérant l'aquaculture comme «une activité stratégique destinée à suivre le rythme de la demande croissante en produits de la pêche», a noté qu'un total de 26 projets aquacoles sont en cours de réalisation avec pour objectif de 40.000 tonnes de poissons produits dans le cadre des activités aquacoles, rappelant, à ce propos, les «perspectives prometteuses» de développement de cette activité sur les Hauts plateaux et dans le Sud du pays. Au port de pêche d'Annaba, le ministre s'est enquis des conditions de travail des professionnels de la mer, ainsi que de leur couverture sociale. Après un échange fécond, centré sur leurs

préoccupations professionnelles et sociales, M. Badani a souligné «la détermination de l'Etat à assurer la prise en charge et la couverture sociale de cette catégorie». Il a abordé, d'autre part, le problème de la surpopulation enregistrée dans le port de pêche d'Annaba, qui accueille 220 unités de pêche. Il a expliqué, in situ, que la wilaya d'Annaba, classée deuxième en Algérie en termes d'importance de la flotte de pêche, et troisième en termes de rendement et de production, a «un besoin urgent de la réalisation d'un nouveau port de pêche». Le ministre a également inspecté, tour à tour, les travaux de construction d'un quai pour embarcations de pêche, dans le port d'Annaba, un atelier de construction et de réparation navales à Sidi Salem, dans la commune d'El Bouni, ainsi qu'une unité de transformation et de conditionnement du thon, avant de visiter les ateliers de

formation et d'accompagnement initiés par l'AIC (Annaba Innovation Center) d'El Bouni, dans le cadre du programme «Economie Bleue Pêche et Aquaculture». A l'Ecole de formation technique aux métiers de la pêche, au chef-lieu de wilaya, le ministre a supervisé la mise en service de l'atelier sur les techniques de pêche où il a écouté un exposé sur le rôle des associations professionnelles dans le développement des activités de pêche. Le ministre a également présidé, à l'hôtel Sheraton-Annaba, une cérémonie de signature de conventions de coopération entre la direction de la Pêche et de l'aquaculture et le Centre de recherche en environnement d'Annaba, entre l'Association des armateurs et l'AIC El Bouni, et entre la direction de la Pêche et de l'aquaculture et le secteur de la Formation et de l'enseignement professionnels.

R E.

VOIES FERRÉES

Des projets prometteurs concrétisés en 2023

L'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements (ANESRIF) a mis en service, en 2023, plus de 700 km de voies ferrées, tout en poursuivant la réception de projets importants l'année prochaine, en application des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à développer et à étendre le réseau de lignes ferroviaires et à renforcer le développement local.

Synthèse S R

Parmi les principaux projets mis en service cette année, la ligne inaugurée par le président de la République, en octobre dernier, reliant Boughezoul (Médéa)-Djelfa-Laghouat, sur une distance de 250 km et d'une vitesse de 220 km/h, laquelle constitue une partie de la ligne transsaharienne, a affirmé à l'APS, le directeur chargé de l'information à l'ANESRIF, Mazar Abdelkader.

L'année actuelle a vu également la réception de la desserte Tissemsilt-Boughezoul-M'sila d'une longueur de 290 km, constituant l'un des tronçons de la rocade des hauts plateaux, traversant les wilayas de M'sila, Médéa, Djelfa, Tiaret et Tissemsilt avec une vitesse allant jusqu'à 160km/h. Ladite desserte comprend 7 gares modernes équipées en structures nécessaires pour assurer le confort des voyageurs et deux gares mixtes (transport de voyageurs et marchandises) à Boughezoul et Tissemsilt et d'un atelier de maintenance des trains.

L'année 2023 a été marquée aussi par la mise en service de la ligne Saïda-Frenda (Tiaret) sur une distance de 120 km/h et avec une vitesse allant jusqu'à 160 km/h, outre la réception de la ligne reliant le port de Djendjen et le complexe sidérurgique de Bellara (W.Jijel) sur une distance de 50 km.

Tous ces projets réunis ont permis de « dés-enclaver » plusieurs régions et d'y attirer les investisseurs après la garantie d'un transport « à moindre coût », affirme le responsable, citant l'équipement de nouvelles lignes de systèmes modernes de signalisation et de communication, a-t-il ajouté.

Un rythme de réalisation accéléré depuis 2020

M. Mazar a affirmé que le programme de développement de l'infrastructure ferroviaire avait connu une « forte impulsion » depuis 2020, et ce grâce à la disponibilité des affec-

tations financières nécessaires ayant permis d'augmenter la longueur du réseau à 4.722 km, une chiffre appelé à atteindre 6.500 km à la fin du programme en cours et 15000 km à l'horizon

« Entre 2014 et 2019, le rythme des projets a connu un recul significatif, mais depuis 2020, il y a eu un véritable élan pour les projets, en témoigne la livraison de 710 km en 2023, un chiffre important dans le domaine ferroviaire à l'échelle mondiale », a-t-il soutenu.

Il a également mis en avant l'importance de la réalisation de 40 gares modernes pour le transport des passagers et des marchandises au cours des dernières années, soulignant l'engagement de l'agence à ce que les stations soient modernes, en mettant en place une commission spéciale pour le suivi de leur réalisation.

S'agissant des projets devant être réceptionnés en 2024, le même responsable a cité le projet du tronçon sud de la ligne minière Est (Tebessa-Annaba), qui s'étend de Djebel Onk à Oued Kebrit sur une distance de 177 km. Selon M. Mazar, le projet de liaison de la zone industrielle (ZI) « Bethioua » (Oran) au réseau ferroviaire sur une distance de 7 km sera également réceptionné, en sus du projet Ain El Beida-Khenchela sur une distance de 51 km, rappelant l'obligation pour les maîtres d'œuvre d'adopter le système de rotation pour accélérer le rythme de réalisation des différents projets.

Cinq couloirs dans le sud

Concernant les grandes lignes, M. Mazar a indiqué qu'après la modernisation du couloir nord, les travaux de doublement de la voie et de modernisation des systèmes de signalisation et de communication étaient actuellement en cours, tout en œuvrant au parachèvement du couloir des hauts plateaux qui s'étend de Tébessa (Est) à Sidi Bel Abbes (Ouest) sur une longueur de 1.162 km. Dans ce cadre, il a expliqué que le couloir

des hauts plateaux, qui traverse 22 wilayas, manque à son parachèvement 60 km (entre Tissemsilet et Tiaret), avec un taux d'avancement des travaux sur ce tronçon de 68%, rappelant la réalisation de plusieurs points de liaison entre les couloirs du nord et des hauts plateaux, à raison d'un point de liaison tous les 150 km.

L'ANESRIF œuvre à relier les lignes de chemin de fer à l'extrême sud, via cinq couloirs. Le premier couloir s'étend sur 2.439 km pour relier Alger à la frontière algéro-nigérienne tandis que le deuxième couloir s'étend sur 2.480 km, à partir d'Oran à la frontière algéro-malienne.

Le troisième couloir relie le port d'Arzew (Oran) à Gara Djebilet (Tindouf) passant par Béchar sur une distance de 1.650 km. Le projet de réalisation de la ligne de chemin de fer Béchar-Tindouf-Gara Djebilet, qui est une extension de ce couloir, sur 950 km, dont le Président Tebboune a posé la première pierre fin novembre, est l'un des plus grands projets que l'Algérie réalisera dans ce domaine, car il ouvrira des perspectives de développement prometteuses à la faveur de la valorisation des richesses minières de la région.

Le quatrième couloir relie le port de Djendjen (Jijel) à la wilaya de Djanet sur 2.275 km, avec un couloir secondaire s'étendant de Hassi Messaoud à la frontière algéro-libyenne sur 520 km. Le cinquième couloir relie Annaba à Tougourt sur 780 km. M. Mazar a affirmé que certains tronçons de ces projets sont entrés en service, alors que les travaux ont été lancés sur d'autres. Les études ont commencé pour nombre de tronçons, en vue de les mettre en service dans les meilleurs délais.

Au regard de l'importance de ces projets, le responsable a souligné que l'ANESRIF encourageait les entreprises algériennes et les startups à contribuer au développement de l'industrie ferroviaire, à travers la production de certains matériaux et des systèmes de signalisation et de communication.

BNA

Ouverture de quatre nouveaux guichets destinés à la finance islamique

La Banque nationale d'Algérie (BNA) a ouvert mercredi dans les wilayas de Constantine et de Mila, quatre (4) nouveaux guichets dédiés aux services de la finance islamique, sous la supervision du directeur du réseau d'exploitation Constantine 185 de cette banque publique, M. Mohamed Beriki. Il s'agit de trois (3) guichets relevant des agences de la BNA des villes de Constantine, d'El Khroub et d'Ain Smara, à la wilaya de Constantine en plus d'un autre guichet réservé à l'agence de la commune de Chelghoum Laid, dans la wilaya de Mila, a indiqué le même responsable dans une déclaration à la presse.

"L'ouverture de ces guichets vise à l'élargissement des services de la finance islamique à travers l'ensemble des agences de cette banque et l'accompagnement et le développement de l'économie nationale", a affirmé le même responsable en marge de la cérémonie d'inauguration de ces guichets, tenue à l'agence principale d'Ain Smara.

Soulignant que trois (3) guichets similaires sont actuellement opérationnels au niveau des agences des communes de Tadjenanet (Mila), d'Ain M'lila (Oum El Bouaghi) et à la circonscription administrative Ali Mendjeli (Constantine), M. Beriki a fait savoir qu'une agence spécialisée dédiée à la finance islamique est en cours d'aménagement à la ville Ali Mendjeli, et sera inaugurée pour la première fois dans la wilaya de Constantine "la fin du mois de janvier prochain".

L'autre objectif de l'ouverture de ces guichets est de fournir le plus grand nombre possible de produits de la finance islamique aux citoyens souhaitant obtenir ce type de services bancaires et d'offrir de larges opportunités de financement et d'investissement, a ajouté de son côté, le directeur de l'agence de la BNA de la commune d'Ain Smara, Mehdi Bensaid.

La BNA propose à ses clients 14 produits de financement islamique liés à divers domaines à l'instar de la Mourabaha immobilier, Mourabaha équipement, Mourabaha automobile et l'jara Mountahia Bitamlık, a détaillé dans ce cadre la responsable chargée du dossier de la finance islamique de l'agence principale d'Ain Smara, Naoual Benguedouar.

Elle a ajouté que d'autres produits de collecte et d'épargne figurent également au programme en l'occurrence le Compte chèque islamique, le Compte épargne islamique, le Compte épargne islamique "jeunes" et le Compte d'investissement islamique non restreint.

A signaler que le réseau d'exploitation Constantine 185, couvre actuellement 14 agences BNA, réparties sur les wilayas de Constantine, de Mila, de Jijel et d'Oum El Bouaghi.

TARIK HARTANI, COORDINATEUR DU COMITÉ DE RÉFLEXION POUR LE DÉVELOPPEMENT DES CÉRÉALES

«Nous pouvons atteindre l'autosuffisance en blé à moyen terme»

L'Algérie devrait atteindre l'autosuffisance en matière de céréales à moyen terme à travers l'amélioration de la productivité des terres, la diversification des variétés de semences et une irrigation adéquate, a affirmé hier à Alger, le coordinateur du Comité de réflexion pour le développement des céréales en Algérie, Tarik Hartani.

«Nous pouvons atteindre l'autosuffisance à moyen terme, en augmentant la production à 9 millions de tonnes/an, contre 2 à 3 millions de tonnes/an actuellement, avec des simples corrections permettant d'améliorer la productivité y compris dans les années climatiquement difficiles», a indiqué M. Hartani qui s'exprimait sur les ondes de la Radio algérienne. Selon lui, gagner en productivité passe d'abord par le choix d'une semence

"de qualité", la diversification des variétés de semences afin d'éviter les pertes éventuelles engendrées par les maladies. L'objectif affiché est d'atteindre une productivité de 20 à 30 quintaux/hectare dans les wilayas du Nord, et 60 à 70 quintaux/hectare dans les wilayas du Sud, a précisé M. Hartani, également directeur de l'Ecole nationale supérieure d'agronomie (ENSA). Le responsable a souligné, dans ce sens, l'impératif de mettre en œuvre un nouveau dispositif pour rendre disponibles les semences "en temps et quantités voulus" au profit des agriculteurs.

Il a également mis en avant le rôle important de la banque de semences pour une autonomie génétique et pour pouvoir diversifier les variétés afin d'augmenter les chances d'avoir une bonne production. Par ailleurs, il est primordial de faciliter

aux agriculteurs la construction et l'aménagement des points de collecte d'eau pour pouvoir irriguer, a-t-il dit. En outre, le responsable a évoqué l'importance de respecter l'itinéraire technique, respecter la vocation agro-écologique des terres, étendre les superficies en allant vers le Sud et la jachère, préserver les terres à fort potentiel céréalier notamment les fermes pilotes qui "ne sont pas suffisamment valorisées". Il faut aussi opter pour des solutions innovantes pour faire face aux changements climatiques, selon M. Hartani qui recommande d'encourager les solutions proposées par les startups permettant de gagner du temps et de réduire les coûts.

S'agissant du programme de réalisation de silos de stockage des céréales évoqué lors de la réunion du Conseil des ministres, tenue dimanche dernier, sous la présidence

du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le responsable a souligné l'importance de ce programme qui permettra d'avoir une stratégie nationale pluriannuelle en matière de production céréalière. "Si nous visons l'augmentation de la production, nous devons avoir le nombre suffisant des silos pour les céréales et les semences, avec une répartition judicieusement choisie", a-t-il estimé. A noter que le Comité de réflexion pour le développement des céréales en Algérie avait établi une feuille de route et assure sa mise en œuvre en collaboration avec les professionnels du secteur, à travers notamment, cinq comités de pilotage au niveau local installés, dans les wilayas de Constantine, Bouira, Tiaret, Ouargla et Adrar.

R E.

BLIDA

Distribution de plus 2.000 logements sociaux avant la fin de l'année

Une opération de distribution de logements de type sociaux locatifs sera lancée prochainement à Blida. A cet effet, la wilaya a mobilisé tous les moyens humains et matériels. Brahim Ouchane, le wali, a fixé un ultimatum aux responsables du secteur de l'habitat pour la distribution de plus de 2.000 logements sociaux locatif avant la fin de l'année en cours, et ce, au profit des communes de Blida, Chebli et Mouzaia. «Nous allons distribuer le maximum de logements et en finir avec les habitations précaires comme ceux du «Bazar» et récupérer le foncier pour d'autres projets d'intérêt commun», avait déclaré le wali lors d'une sortie récente sur le terrain. Dans la commune de Chifa, le wali s'est enquis du projet de réalisation de 80 logements sociaux locatifs dans le quartier de Sidi Al-Madani dont les travaux sont achevés.

OUED SEGGAN (MILA)

Saisie de 8 quintaux de pois chiche importés

Les éléments de brigade de la gendarmerie nationale d'Oued Seggan (Mila) ont saisi 8 quintaux de pois chiche d'importation et arrêté 3 personnes, apprend-on mardi des services du groupement de wilaya de corps constitué. Selon la même source, les éléments de la brigade exploitant des informations sur les activités de deux personnes s'adonnant au commerce illicite de légumes secs ont suivi les déplacements des suspects parvenant à interpellé un véhicule utilitaire à la cité Benbadis dans la commune d'Oued Seggan transportant 16 sacs de pois chiche pesant 8 quintaux sans documents justificatifs et à arrêter les deux suspects. Au cours de l'enquête, les mis en cause a indiqué avoir acquis cette quantité auprès d'un grossiste qui a reconnu leur avoir vendus cette quantité sans facture et sans exiger un registre de commerce et a été arrêté, selon la même source. Au terme des procédures légales, les mis en cause seront différés devant le procureur de la République près le tribunal de Chelghoum Laïd.

ORAN

Le salon de l'automobile et de la moto du 29 décembre au 3 janvier

Le Salon national de l'automobile et de la moto se tiendra du 29 décembre au 3 janvier prochain à Oran, a annoncé mardi le wali d'Oran.

M. Saïd Sayoud a déclaré, en marge de l'ouverture d'une rencontre arabe sur les inventions et innovations des jeunes, que « le retour de ce genre de manifestations à l'activité, contribuerait au renforcement de la mobilité et à la dynamique économique du pays ». Ce salon, dont la dernière édition remonte à 2018, constitue un espace pour mettre en avant l'industrie automobile nationale et donne également un aperçu de la plupart des marques automobiles produites et commercialisées en Algérie. Cette manifestation économique attire un grand nombre de visiteurs ordinaires et professionnels, ainsi que ceux souhaitant explorer le nouveau monde de l'automobile pour découvrir les marques automobiles internationales de dernière génération aux côtés de leurs prédécesseurs de la même marque. La nouvelle édition de ce salon



aura lieu au Centre des conventions d'Oran (CCO) « Mohamed Benahmed », a-t-on indiqué. L'industrie automobile en Algérie connaît une dynamique palpable, depuis quelques mois, en témoigne l'inauguration de l'usine de véhicules de la marque italienne Fiat,

lundi à Oran par le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun. Ce projet structurant a été réalisé en un temps record, sachant que les travaux de sa construction ont été entamés en novembre 2022, après la signature de la convention-

cadre, en octobre 2022, entre le ministère de l'Industrie et le groupe Stellantis, qui occupe le 4e rang mondial dans la construction automobile et regroupant 12 marques dont Fiat. Le Groupe Stellantis avait indiqué que la capacité de production de l'usine, dans une première étape, est de 60.000 véhicules/an, pour atteindre 90.000 véhicules/an, dans une deuxième étape. L'usine Fiat de Tafraoui (Oran) produira trois types de véhicules (modèles) jusqu'en 2026, tandis que la production d'un quatrième modèle verra le jour, en 2029. Plusieurs concessionnaires de voitures ont bénéficié, récemment, d'autorisations par le ministère concerné pour importer des véhicules de certains pays européens et asiatiques, en attendant le lancement de leur fabrication en Algérie, conformément aux cahiers des charges et avec un taux d'intégration technique significatif.

TRANSPORT FERROVIAIRE

Le projet de la voie ferrée Mostaganem-Hassi Mefsoukh (Oran) bientôt relancé

Les services de la wilaya de Mostaganem s'attellent à relancer la voie de chemin de fer devant relier la ville de Mostaganem et la localité de Hassi Mefsoukh, dans la wilaya d'Oran, a-t-on appris mardi de la cellule de communication de la wilaya. Dans cette optique, le wali de Mostaganem, Ahmed Boudouh, a présidé une séance de travail consacrée à ce dossier, qui consiste à connecter la ville de Mostaganem à la localité de Hassi Mefsoukh sur une distance de 55 kilomètres, sachant que le dossier de ce projet est gelé depuis 2016, a-t-on indiqué. La même source a fait savoir que la réunion a eu lieu en présence des responsables de l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF), du Directeur de la Société nationale des transports ferroviaires, ainsi que des présidents des As-

semblées populaires des communes concernées, à savoir Mazaghrane, Fornaka, Hassi Mameche, Stidia et Mostaganem-ville, outre des directeurs de l'exécutif local. Après la présentation d'un exposé sur ce projet, qui comprend diverses structures de base, les réserves émises ont été également examinées, lors de cette rencontre, où le wali de Mostaganem a mis en exergue l'importance de cette ligne de transport ferroviaire pour cette collectivité locale du littoral, notamment en ce qui concerne l'un de ses segments devant relier la station principale et le port commercial de Mostaganem. M. Boudouh a, par ailleurs, exhorté l'entreprise chargée de la réalisation du projet à déposer, à partir de dimanche prochain, l'ensemble du dossier auprès des services de la wilaya, dans le but de finaliser les procédures requises.

Le premier responsable de l'exécutif de la wilaya de Mostaganem a, en outre, instruit les responsables des services compétents de son administration à élaborer la décision relative à l'approbation de la proposition définissant et identifiant le tracé de cette voie de chemin de fer présentée par l'ANESRIF. Il convient de souligner qu'il sera procédé, dans le sillage des démarches devant être mises en œuvre pour la concrétisation de ce projet structurant, à la prise d'un arrêté pour l'ouverture d'une enquête publique relative au projet, a-t-on fait savoir de même source. Le wali a fixé la date du 11 janvier prochain pour l'évaluation des opérations exécutées pour la concrétisation du projet et la préparation de celles inscrites au titre des phases suivantes, sur la base d'une stratégie de travail préalable.

EL-MEGHAÏER

D'importants investissements agricoles réalisés

L'activité agricole dans la wilaya d'El-Meghaïer s'est renforcée par d'importants projets susceptibles de contribuer davantage aux efforts de l'Etat visant à assurer la sécurité alimentaire et diversifier l'économie nationale hors hydrocarbures, apprend l'APS des responsables de la direction locales des services agricoles (DSA). Parmi ces investissements prometteurs, figure un projet au chef-lieu de la wilaya, s'occupant des filières stratégiques, dont une superficie de 108 hec-

tares (ha) est consacrée à la phoeniculture et 30 ha à l'oléiculture. Il s'agit également des travaux de réalisation d'une unité de conditionnement des dattes dotées de chambres froides d'une capacité de stockage de 5.000 m3, qui ont enregistré un taux d'avancement estimé à 90 %, a indiqué à l'APS la directrice du secteur, Ouardia Belogbi. S'agissant de l'aquaculture, la wilaya d'El-Meghaïer a enregistré sa première expérience du genre, au niveau du périmètre agricole Sebala (chef-lieu), qui totalise 30 bassins de

450 m3, dédiés à l'élevage de différentes espèces de poissons d'eau douce, telles que le Tilapia rouge, le Tilapia du Nil et le Mulet. Aussi, l'exploitation agricole relevant du « Complexe Souakri », située au niveau du périmètre El-Malha, à l'ouest de la commune de Djamaâ, prévoit une récolte record de la tomate industrielle destinée à satisfaire les besoins du marché local et s'orienter prochainement vers l'exportation, et ce, pour apporter une valeur ajoutée au développement économique dans

cette wilaya du Sud-est du pays. Le chef de l'exécutif local Laredj Nehila a, lors d'une récente visite de terrain, insisté sur la préservation de la ressource hydrique, l'organisation des journées de sensibilisation et de vulgarisation au profit des agriculteurs, et la création d'une commission mixte (DSA et direction régionale de la Pêche et de l'Aquaculture), chargée de l'élaboration d'une feuille de route pour accompagner les projets d'aquaculture implantés dans la nouvelle zone d'activités aquacoles à El-Meghaïer.

Le livre, les marchés et l'éducation

Déconnexion des offres et des demandes locales et mondiales. Nous sommes dans la situation d'une société qui veut s'approprier le monde, mais qui ne développe pas encore une demande claire d'éducation, qui ne sait pas comment déployer son sentier d'apprentissage pour s'incorporer les progrès du monde. Il s'agit de « se développer », d'un développement dont on n'a pas vraiment les clés. Dès le départ, ni l'offre ni la demande ne s'inscrivent l'une dans l'autre de sorte qu'elles puissent s'enchaîner, s'entraîner, s'incorporer les progrès du monde, de sorte à former un cercle vertueux et donner lieu à un processus d'accumulation. L'offre de savoir ne correspondait pas à la demande de savoir, la production de savoir restait séparée de la consommation de savoir (chômage des diplômés).

Partie 3

DERGUINI Arezki (*)

L'éducation n'a pas procédé d'une épargne sociale et d'un investissement social, mais d'un investissement public et d'une demande indifférenciée de promotion sociale. Elle s'est socialement désencastree. Et le problème semble encore insoluble, les élites et la société ayant du mal à se débarrasser de l'étatisme de l'État. Au départ la demande a été scindée en une demande publique et une demande privée. Une demande publique dégalée par les besoins de la construction étatique qui s'est accaparé l'ensemble des ressources. Une demande privée indistincte, écrasée par la demande publique et une offre privée inexistante. Pour l'heure et comme conséquence, on assiste à une dégradation du marché public de l'éducation caractérisé par une demande sociale indistincte de promotion sociale et une offre publique qui ne rencontre plus de demande publique. L'institution scolaire se vide de sa finalité. L'investissement dans une éducation de qualité croissante n'est pas dans la dynamique du marché de l'éducation, offre et demande ont été déconnectées. Il ne concerne et ne rapporte de plus en plus que pour une minorité qui réussit à investir au-delà de l'investissement public et projette de s'expatrier. Pour autant, il faut voir que la reconnexion la moins douloureuse qui consisterait dans une bifurcation dans le cours des choses ne va pas de soi. Le plus vraisemblable est qu'il faudra pouvoir reconstruire dans des ruines, car il y a de fortes chances que le cours des choses ne s'effondre de lui-même. Sur quelles ruines donc plutôt que quelle bifurcation.

Effondrement provoqué ou subi ?
Un marché de l'éducation sans épargne sociale et investissement. Nous allons vers un effondrement du marché de l'éducation, plus exactement des institutions qui ont prétendu faire son marché. Pour retrouver une dynamique du marché de l'éducation (une crédibilisation de ses institutions) caractérisée par une éducation de qualité croissante, il faut redéfinir l'offre et la demande dans leur dynamique de différenciation. Il faut remettre la société dans le marché de l'éducation, la société dans l'économie et inversement[5]. On peut considérer que le marché de l'éducation met en présence trois types d'acteurs : l'État/la collectivité, les enseignants et les parents d'élèves. L'offre est déterminée par les enseignants et la collectivité. La demande est indirectement déterminée par les parents d'élèves. Tous les trois pensent réduction des coûts et non accroissement de la qualité. Les parents d'élèves ne sont pas partie prenante du marché de l'éducation, l'élévation des coûts ne signifie pas pour eux amélioration des revenus. La demande et l'offre ne sont pas l'une

dans l'autre, l'offre flotte et la demande est plate. Des enseignants de qualité ne font pas face à une demande de qualité. Dans l'éducation, comme ailleurs, les collectivités refusent d'assumer un certain ordre. Le marché de l'éducation est boiteux, il marche sur deux jambes au lieu de trois. L'éducation de qualité a besoin d'une épargne croissante que la société ne peut lui fournir. L'éducation est une épargne sur le travail, son temps et son produit, un investissement dans le travail. La valeur qu'attache la société à l'éducation est à la hauteur de son engagement productif, il est faible. L'État finance l'éducation, la société ne finance pas l'État. Les ressources de l'éducation ne suivent pas les besoins sociaux de promotion sociale qui s'accroissent plus vite qu'elles, la qualité de l'éducation baisse, l'inflation des diplômés augmente. Offre et demande hors sol. La société doit savoir ce qu'il faut savoir et ce qu'elle peut en faire, le savoir qu'elle doit partager avec le monde pour être en mesure d'échanger avec lui. Mais aussi comment elle peut et doit habiter sa terre. Il faudra choisir entre un effondrement provoqué qui tendra à restaurer l'unité de son offre et de sa demande d'éducation et un effondrement subi dont il faudra gérer les externalités négatives. Effondrement parce qu'offre et demande ont évolué hors sol. La société a été expropriée de sa terre, subjuguée par les lumières de la modernité, elle a consacré sa séparation de la terre nourricière et le rapport d'extériorité de l'État. Avec une urbanisation sans industrialisation qui soumet sa demande à l'offre extérieure (dépendance extérieure), comme beaucoup de sociétés postcoloniales, elle s'expose à décoller davantage pour exploser en vol (désordres sociaux et guerres civiles) ou rejoindre d'autres terres (migration). Milieux sociaux artificiels, milieux naturels détruits. Se réinscrire dans un écosystème social et naturel, se réapproprier la nature, réapprendre à faire avec elle corps social, ne consistera pas à rebrousser un chemin que l'on a pris soin de marquer, cela consistera à retomber sur ses deux pieds sur un sol sans cartes ni boussole. Il s'agira d'un atterrissage forcé et risqué. On a décollé du milieu social et naturel sans esprit de retour, sans penser le préserver. Il n'y a pas d'écosystème social et naturel qui attend notre atterrissage. Comment atterrir sans nous écraser au sol, sans être pulvérisés ? Comment éviter l'anéantissement, retomber sur nos pieds et réaménager les rapports entre humains et non-humains ? Nous avons créé des milieux sociaux artificiels qui ne pourront plus être entretenus, nous avons détruit les milieux naturels qui ne peuvent plus nous entretenir. Il nous faut améliorer nos milieux naturels dégradés, réaménager nos rapports sociaux. Quelles demandes pourra-t-on satisfaire, quelles offres pourrions-nous pro-

duire qui puissent entretenir une vie commune ? Endogénéiser l'offre mondiale dans la demande indigène et la demande mondiale dans l'offre indigène. Constituer un marché du livre, c'est confronter une demande et une offre qui se comprennent, s'entraînent, s'approfondissent l'une et l'autre, font corps dans le cours mondial des offres et des demandes et d'un écosystème social et naturel. C'est se « comprendre »[6] dans un monde qui vous « comprend ». Une société existe dans le monde quand elle réussit à en constituer un centre de gravité, quand sa demande et son offre font corps dans le cours de l'offre et de la demande mondiale. La société coloniale algérienne n'a pas pu se constituer en centre de gravité du monde et de la société indigène, la société coloniale américaine y est parvenue en éradiquant la société indigène, le projet de la société israélienne est de se constituer en centre de gravité au Moyen-Orient dans le champ occidental. Il vise à comprendre le Moyen-Orient et être compris dans le monde occidental. Constituer un marché du livre, c'est constituer un marché qui tourne sur lui-même, c'est être en mesure de s'adresser à soi-même en connaissance du monde et non en s'isolant de lui, c'est constituer un savoir sur soi et sur le monde. C'est s'efforcer de se comprendre dans le monde, se penser en pensant le monde. C'est définir des offres et des demandes compatibles, complémentaires et concurrentes, avec les offres et les demandes du monde.

Rapports de compréhension mutuelle et autoritarisme
Une structure sociale introuvable. Se comprendre dans le monde, c'est se prendre dans une structure sociale d'un système mondial. Une structure qui puisse stabiliser un centre de gravité de l'économie mondiale. L'universalisation de l'État-nation n'a pas produit le résultat attendu dans les sociétés postcoloniales. Il a déstructuré les sociétés africaines sans leur donner les moyens d'avoir la prise attendue sur le monde. Ces sociétés n'arrivent pas à se structurer et à se constituer en partie prenante effective du système interétatique mondial. Le processus de différenciation social n'a pas conduit à la substitution d'une ancienne cohérence sociale par une nouvelle. Il a produit trop d'États faillis et de désordres sociaux. Être « compris » sans se « comprendre ». On ne peut « comprendre » sans être « compris », on est toujours partie prenante et partie prise dans un ensemble plus large que soi, on ne peut jamais tout embrasser. On peut bien « comprendre » et être bien « compris », être bien dans le monde et le monde être bien en nous. C'est l'harmonie. Toujours « compris », on peut « comprendre » plus ou moins de ce qui nous « comprend ». Plus et mieux

nous comprenons de ce qui nous comprend, meilleure est notre position dans ce qui nous comprend et inversement. Mais ce rapport de compréhension mutuelle est loin de constituer la règle. La guerre est là pour l'attester. Le vaincu ne peut plus « se comprendre » dans le monde, il est compris plus qu'il ne comprend du monde. À vouloir trop prendre de ce qui nous comprend, à « avoir les yeux plus gros que le ventre », on rate sa prise ou perd la guerre et on décroît au lieu de croître. D'avoir une mauvaise prise sur le monde, on est alors « compris » (par ce qui nous entoure) sans se « comprendre » dans le monde (former un tout dans un tout plus grand). Autorités et autoritarisme. Être compris sans se comprendre, c'est être incapable de faire corps. Pour faire tenir ensemble des éléments épars parce que sans autorités pour leur faire faire ensemble, sans centre pour les faire graviter autour, l'autorité de la force s'impose alors. La colonisation défait les autorités indigènes et soumet la société à une administration militaire. De manière générale, l'autoritarisme s'élève sur le corps défunt de l'autorité, il pallie l'absence d'autorité. L'autorité étant définie comme le pouvoir sans la contrainte, l'autorité de la persuasion et non de la force, une autorité comme un centre de gravité social naturel. La force pallie alors l'absence d'autorité sociale ou naturelle (charisme). L'autorité politique ne se différencie pas de l'autorité militaire. Le pouvoir de l'Argent instrumentalise les autorités civiles et les décrédibilise ... Le colonialisme a triomphé des autorités indigènes, le néolibéralisme de toutes les formes d'autorités qui peuvent résister à l'autorité de l'Argent et de la Science, sa servante. En capitalisme, lorsque l'autorité de l'Argent et de la Science, lorsque leur champ de gravité décline, l'autoritarisme, le pouvoir de la force brute, pallie leur déficience. C'est que le capitalisme occidental basé sur la division de classes antagoniques a une conception esclavagiste du pouvoir.

Note
[5] On aura remarqué que ma définition du marché est large, elle est celle du sens commun ici et celle des économistes là. Il est marchand et non marchand. Un « marché » entre deux ou plusieurs personnes, entre les membres d'un collectif de producteurs et de travailleurs peut être « passé » sans transaction monétaire.
[6] Comprendre sera utilisé dans sa polysémie, à comprendre selon le contexte, la phrase. Il est utilisé ici d'abord au sens mathématique et physique de préhension, de prendre avec.

AFIN DE
FABRIQUER DES
HUILES, DES
ALIMENTS POUR
ANIMAUX ET DU
SUCRE
**Des entreprises
italiennes
demandent des
terrains en
Égypte**

Discussion sur les procédures d'ouverture et d'exploitation de la ligne RoRo entre l'Égypte et l'Italie. Le ministre égyptien des Transports, Kamel Al-Wazir, a révélé que le gouvernement égyptien avait reçu des demandes d'entreprises italiennes pour allouer des terrains pour établir des projets de production d'huiles, de fourrage et de sucre. Le ministre a déclaré, lors d'une conférence de presse en marge de l'ouverture du huitième salon international de l'alimentation et des boissons (Food Africa), que ces projets visent à répondre aux besoins locaux en Égypte et à exporter les excédents. Le ministre a évoqué sa rencontre avec l'ambassadeur d'Italie en Égypte, mardi dernier, pour finaliser les procédures d'ouverture et d'exploitation de la ligne RoRo entre l'Égypte et l'Italie. "Cette ligne vise à transporter des cultures périssables d'Égypte vers l'Italie, ainsi que toutes les exportations égyptiennes vers l'Italie, car les exportations de vêtements de prêt-à-porter de Borj Al Arab ont été ajoutées à la liste des produits ciblés pour l'exportation", selon le ministre. Les ministres du Commerce, de l'Industrie, de l'Approvisionnement, du Commerce intérieur et des Transports ont ouvert les activités du Salon Food Africa pour les industries alimentaires lors de sa huitième session et du Salon des processus d'emballage pour l'emballage et la fabrication alimentaire.

EMIRATS ARABE UNI

Accord avec Broad- Eagle Hills pour introduire une technologie de construction n'utilisant pas de ciment

L'entreprise émiratie Eagle Hills a conclu un accord avec l'entreprise chinoise Broad pour introduire dans les Émirats une technologie de construction à faible émission de carbone qui renonce aux matériaux de construction traditionnels, en marge de la conférence COP28 à Dubaï et dans le cadre des efforts des Émirats pour atteindre zéro neutralité d'ici 2050.

Dans ce contexte, le fondateur et président du conseil d'administration d'Eagle Hills Company, Mohamed Alabbar, a déclaré que la nouvelle technologie dans la construction dépend de la non-utilisation du béton et du recours à des matériaux recyclés. Al-Abbar a ajouté que la nouvelle technologie se caractérise par le fait qu'elle ne provoque aucune pollution pendant les opérations de construction et se caractérise par sa rapidité de mise en œuvre, puisqu'un bâtiment composé de 15 étages peut être mis en œuvre en quelques jours et installé en quelques mois. "Les bâtiments construits grâce à cette nouvelle technologie développée par l'entreprise chinoise peuvent être recyclés et utilisés après 100 ans", a-t-il poursuivi. « Je pense que les gouvernements devraient être les premiers à utiliser ces nouveaux systèmes pour construire des hôpitaux, des écoles et des bâtiments gouvernementaux afin d'être les premiers à y participer. » Le président du conseil d'administration d'Eagle Hills Company s'attend à l'ouverture d'une usine pour produire ces matériaux à Abu Dhabi au cours de l'année prochaine. « Nous sommes ouverts à coopérer avec tout le monde pour diffuser cette technologie de



construction moderne dans de nombreuses autres villes. » Il a souligné qu'il n'y a pas de coût supplémentaire et que cela permet d'économiser environ 90% de l'énergie utilisée dans le bâtiment, grâce à la qualité des matériaux utilisés dans la

construction, qui ont la capacité de contrôler la chaleur et le froid à l'intérieur ou à l'extérieur du bâtiment. La technologie développée par l'entreprise chinoise repose sur la construction de bâtiments sans utilisation de béton, ce qui permet d'économiser de l'énergie et

de réduire les émissions de carbone. L'un des avantages de cette technologie est qu'elle ne provoque aucune pollution lors des opérations de construction et de construction, en plus du fait que tous les matériaux de construction sont recyclés à 100 %.

CELA MARQUE L'ENTRÉE DU GROUPE SUR LES MARCHÉS AU PAKISTAN Saudi Aramco acquiert 40 % du capital de Pakistan Gas and Oil Company

Saudi Aramco a signé des accords définitifs pour acquérir une participation de 40 % dans Pakistan Gas and Oil Company Limited (GO). GO Company, qui opère dans le domaine des carburants, des lubrifiants et des magasins diversifiés, est l'une des plus grandes sociétés d'entrepôt et de vente au détail au Pakistan. La finalisation des accords est soumise aux approbations réglementaires et aux exigences finales. Selon le communiqué d'Aramco, l'acquisition convenue représente la première entrée de Saudi Aramco sur les marchés de détail des carburants au Pakistan, ce qui renforce la stratégie de chaîne de valeur de

l'entreprise dans le secteur du raffinage, de la chimie et de la commercialisation au niveau mondial. L'accord permettra à Aramco d'obtenir des débouchés supplémentaires pour ses produits raffinés et d'ouvrir de nouveaux marchés pour les lubrifiants de marque Valvoline, après que Saudi Aramco ait acquis l'activité mondiale de produits de la société américaine Valvoline en février 2023. A cette occasion, Mohammed bin Yahya Al-Qahtani, président du raffinage, des produits chimiques et du marketing chez Saudi Aramco, a déclaré : « Il s'agit de la deuxième acquisition prévue par Saudi Aramco dans le secteur de la vente au détail au cours de cette

année, et cela est conforme à la stratégie de l'entreprise de se développer dans le domaine du raffinage, de la chimie et du marketing, et la vision claire de l'entreprise de développer son portefeuille intégré d'activités dans le raffinage, le marketing, les lubrifiants, le commerce et la chimie à l'échelle mondiale. Al-Qahtani a ajouté que GO dispose d'importantes capacités de stockage, ainsi que d'actifs de haute qualité et d'opportunités de croissance future. Ce qui renforce les ambitions de Saudi Aramco de lancer sa marque au Pakistan.

SELON LE MINISTRE DE L'APPROVISIONNEMENT ÉGYPTIEN Les réserves de sucre de l'Égypte sont suffisantes pour 7,8 mois

Le ministre égyptien de l'Approvisionnement, Ali Al-Moselhi, a déclaré que les réserves de sucre de l'Égypte étaient suffisantes pour 7,8 mois. Le ministre a ajouté que les réserves de blé de l'Égypte sont suffisantes pour 4,8 mois, tandis que ses réserves d'huile végétale sont suffisantes pour environ 6 mois. Malgré l'augmentation de la taille de ses réserves stratégiques de sucre, l'Égypte a récemment connu une crise. La semaine dernière, le ministre de l'Approvisionnement a publié une directive ministérielle visant à accroître la disponibilité de l'approvisionnement en sucre gratuit pour répondre aux besoins requis, puisqu'un kilogramme de sucre gratuit sera versé sur la carte de rationnement qui compte 3 bé-

néficiaires ou moins. Deux kilogrammes de sucre gratuit seront également versés sur la carte sur laquelle quatre bénéficiaires ou

plus sont enregistrés, au prix de 27 livres le kilo et payés en espèces, en plus de la valeur de la subvention indiquée sur la carte de rationne-

ment. Le sucre sera distribué gratuitement aux points de rationnement à travers les magasins des sociétés de gros « Générales » et « Égyptiennes », affiliées à la Holding des Industries Alimentaires, et les points de rationnement, qui comptent 40 000 points de vente entre les complexes de consommation. Le Projet Jamiati et les échanges de rations, distribueront aux citoyens des cartes de rationnement en quantités estimées à environ 30 000 tonnes de sucre gratuit par mois, en plus d'environ 65 000 tonnes de sucre de restauration. Cela arrive à un moment où la crise du sucre s'est étendue, alors que les magasins proposant du sucre sont témoins de grandes files d'attente.

D'UNE VALEUR DE 845,1 MILLIONS DE DOLLARS La Jordanie signe un accord de subvention avec les États-Unis

La Jordanie et les États-Unis d'Amérique ont signé l'accord de subvention américain annuel régulier pour soutenir le budget général de la Jordanie, d'un montant de 845,1 millions de dollars. Selon un communiqué du ministère jordanien du Plan, l'accord contribue à soutenir les efforts du gouvernement jordanien visant à mettre en œuvre un certain nombre de priorités de développement et de réformes économiques dans le cadre du programme exécutif de la Vision de modernisation économique (2023-2025) et de modernisation du secteur public. Cette subvention en espèces s'inscrit dans le cadre du programme annuel d'aide économique des États-Unis au gouvernement jordanien et est incluse dans la loi de finances générale pour l'année 2023, dans le cadre du protocole d'accord stratégique avec la partie américaine signé en septembre 2022, qui couvre une période de sept ans (2023-2029).

POUR RENFORCER SON APPUI AU SECTEUR PRIVÉ DE LA ZONE UEMOA

La BAD signe un accord de financement de 70 millions d’euros avec la BOAD

Le Groupe de la Banque africaine de développement et la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) ont signé le 8 décembre 2023 à Lomé, une convention portant sur l’octroi d’une ligne de crédit de 70 millions d’euros. Objectif : renforcer les actions de la BOAD en faveur du secteur privé dans l’Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), constituée de huit pays de la zone franc d’Afrique de l’Ouest.

Approuvé par le Conseil d’administration du Groupe de la Banque en décembre 2021 avec une maturité de dix ans, le projet bénéficie en outre, d’un cofinancement de l’organisme public italien, la Cassa Depositi e Prestiti qui apporte 60 millions d’euros, et de l’Institut de développement du Canada, FINDEV, qui contribue à hauteur de 20 millions d’euros. Wilfrid Abiola, représentant de la Banque au Togo, et Moustapha Ben-Barka, vice-président de la BOAD chargé des Financements et des Investissements, ont signé la convention au nom de leurs institutions respectives. La Banque accompagnera la BOAD dans sa démarche visant

à fournir aux entreprises de ses États membres des ressources à moyen et à long terme dont elles ont besoin pour leur développement. La ligne de crédit renforcera également la résilience du secteur privé, qui est le principal moteur de la croissance économique et du développement dans la zone UEMOA. Elle soutiendra les entreprises de l’Union, notamment dans les secteurs créateurs d’emplois tels que l’agro-industrie, les énergies renouvelables, la santé et l’information, les télécommunications et la promotion des femmes. La mise en œuvre du projet devrait permettre de créer et/ou de consolider au moins 5 900 emplois (dont 2 000 emplois pour les

femmes). Grâce à son soutien actif aux petites et moyennes entreprises (PME) et à la priorité accordée à la promotion de l’entrepreneuriat féminin, la BOAD poursuit les objectifs de son plan stratégique « Djoliba », lesquels visent à créer de la valeur ajoutée et des emplois productifs. La ligne de crédit accordée à la BOAD est alignée sur trois des cinq priorités opérationnelles, les « High 5 » de la Banque africaine de développement, à savoir : « Nourrir l’Afrique », « Industrialiser l’Afrique » et « Améliorer la qualité de vie des populations en Afrique ». Créée le 14 novembre 1973 et basée à Lomé au Togo, la

Banque ouest-africaine de développement (BOAD) est une institution internationale ayant pour objectif de promouvoir l’intégration économique de l’Afrique de l’Ouest par le financement de projets contribuant au développement des huit États membres de l’Union monétaire ouest-africaine (UMOA). Partenaire de longue date du Groupe de la Banque africaine de développement dont elle poursuit des priorités stratégiques similaires et complémentaires, la BOAD représente un partenaire idéal pour amplifier et optimiser les résultats des actions menées par le Groupe de la Banque en Afrique de l’Ouest.

SELON SON PRÉSIDENT, WILLIAM RUTO

Le Kenya est "sorti du danger du surendettement"

Le Kenya est "sorti du danger du surendettement", a affirmé son président, William Ruto, qui a vanté sa politique économique malgré la colère de l’opinion publique face aux hausses d’impôts et à la réduction des subventions. Le pays de 53 millions d’habitants, locomotive économique d’Afrique de l’Est, est désormais "sorti du danger du surendettement", a dit le chef d’Etat à Nairobi lors d’une cérémonie publique marquant les 60 ans de l’indépendance de l’ex-colonie britannique.

"Nous avons fait les bons choix, parfois en prenant des décisions très difficiles et douloureuses, pour éloigner le Kenya du bord d’un gouffre catastrophique de surendettement et engager notre pays dans une nouvelle direction", a-t-il ajouté. L’économie kényane a été sérieusement impactée par le Covid, la guerre en Ukraine et une sécheresse historique dans la Corne de l’Afrique avec pour conséquences, des pertes de trésorerie, une inflation galopante et la dévaluation du shilling kényan. Depuis son élection en 2022, William

Ruto a introduit une série de nouveaux impôts et taxes, Contre ces nouvelles mesures fiscales, des manifestations, qui ont fait plusieurs dizaines de morts, se sont tenues entre mars et juillet à l’appel de l’opposition. Le chef de l’Etat a également réduit les subventions - notamment sur l’essence - introduites par son prédécesseur Uhuru Kenyatta, affirmant qu’il préférerait subventionner la production plutôt que la consommation.

MALI

Election d’un bureau consensuel de Confédération des Producteurs de coton

Enclenché il deux ans ou presque, le processus de renouvellement de l’instance suprême des cotonculteurs du Mali a connu son épilogue, à son siège sis au Quartier du Fleuve, avec la tenue de l’assemblée générale élective du bureau de la confédération. À l’issue des travaux, c’est Yacouba Traoré, un cotonculteur de la filiale de Koutiala, qui a décroché le graal en raflant la confiance de ses pairs pour le poste de président et pour un mandat de cinq ans. Il a été élu, en effet, à la tête d’un bureau consensuel de 17 membres, dont une douzaine (12) devant siéger au Conseil d’administration et les 5 autres au Conseil disciplinaire. Aussitôt élu, Yacouba

Traoré s’est engagé à rassembler tous les acteurs du monde des cotonculteurs. «Je m’engage à travailler pour rassembler les cotonculteurs autour de l’essentiel : le développement de la filière coton». C’est au nom du consensus, a laissé entendre le nouveau président du C-SCPC que des postes ont été attribués aux différentes filiales. «Et il revenait à chaque filiale de choisir son représentant dans le bureau», a-t-il précisé. C’est ainsi, explique-t-il, que la présidence est revenue à la filiale de Koutiala et la vice-présidence à celle de Fana, tandis que les postes de secrétaire général, de trésorier général et de secrétaire administratif ont été attribués respectivement à Sikasso, Kita et la coordination de Bougouni.

Et M Traoré d’appeler les cotonculteurs à la cohésion. « Nous n’avons plus besoin de division mais de cohésion », a martelé celui dont l’élection devrait mettre un terme à 9 ans de crise sur fond de renouvellement du bureau de la C-SCPC

Le masterclass de Abdoulaye Diarra...

Nommé à la tête de la Confédération des sociétés coopératives des producteurs de coton du Mali en qualité de mandataire provisoire, le 09 décembre, Abdoulaye Diarra a réussi là où son prédécesseur a échoué : organiser des élections sans contestations. Aussitôt installé, le nouveau mandataire a pris soin de

sillonner les différentes filiales en vue de partager avec les cotonculteurs les contours de son mandat : la convocation et la tenue d’une assemblée générale d’installation des organes sociaux de la Confédération des sociétés coopératives des producteurs de coton du Mali dans un délai de six mois, conformément aux textes de l’Ohada en matière de coopérative. Six mois durant, il œuvrera ainsi au rapprochement des positions en rassurant de son impartialité. Toutes choses qui lui ont permis d’arracher une adhésion unanime à sa démarche et d’obtenir l’engagement des acteurs à l’accompagner tout au long de sa démarche.

EDUCATION, SANTÉ ET AGRICULTURE...

La Tanzanie va accroître ses investissements dans les secteurs prioritaires

Le gouvernement tanzanien vise à accroître les investissements dans les secteurs prioritaires, notamment l’éducation, la santé et l’agriculture, en tenant compte de la nature changeante du pays, afin de stimuler une croissance économique durable et de réduire la pauvreté. C’est ce qu’a déclaré le président de Zanzibar et le président du Conseil révolutionnaire Hussein Ali Mwinyi, au nom du Président de la République-Unie de Tanzanie, lors de l’ouverture de la Conférence internationale d’examen à mi-parcours du 20e cycle de la Banque mondiale (examen à mi-parcours IDA20) qui s’est tenue à Zanzibar. La conférence de trois jours a rassemblé plus de 300 délégués de pays bénéficiant de l’IDA, des dirigeants de la Banque mondiale et des donateurs qui contribuent financièrement au Fonds IDA, et s’est concentrée sur l’évaluation des projets mis en œuvre grâce aux fonds de prêt et à l’aide fournie par le Fonds dans le cadre du Fonds mondial. Banque. Le président Mwinyi a déclaré que le fonds de l’IDA a contribué de manière significative à la mise en œuvre de projets en Tanzanie continentale et à Zanzibar, notamment le projet d’électricité rurale d’une valeur de 200 millions de dollars, qui a permis à plus de 2,5 millions de Tanzaniens d’accéder à l’électricité, ainsi que 335 millions de dollars qui Il a été utilisé pour l’amélioration et la construction de centres de santé et de salles de classe. De plus, l’hon. Le président Mwinyi a demandé à la Banque mondiale, par le biais du guichet IFC et IDA, d’examiner comment prêter au secteur privé pour faciliter la concurrence dans la zone de libre-échange en Afrique. Cette étape stimulera une augmentation de l’emploi grâce à la coopération régionale et aux entreprises. Pour sa part, le ministre tanzanien des Finances a déclaré que le thème de cette conférence IDA-20, qui est la croissance économique durable, le renforcement de la stabilité et le soutien au développement du capital humain, correspond pleinement aux priorités de la Tanzanie.

PARIS

En vert avant les annonces des banques centrales

La bourse de grappille près de 0,4% ce matin, autour des 7575 points, profitant notamment des performances d'EssilorLuxottica (+1,8%), d'Hermès (+1,4%) ou encore Teleperformance (+1%).

Rappelons qu'hier, l'indice parisien avait signé atteint le niveau historique et jamais atteint de 7582 points, un exploit qui pourrait être réédité - et repoussé - aujourd'hui, malgré l'imminence des décisions de politique monétaire des banques centrales (Fed ce soir, BCE demain). Au terme de deux jours de réunion de son comité de politique monétaire (FOMC), la Fed doit publier son communiqué sur les coups de 20h avant la traditionnelle conférence de presse de son président, Jerome Powell. Pour la troisième réunion d'affilée, l'institut de Washington devrait laisser ses taux inchangés, une posture justifiée par le ralentissement continu de l'inflation, confirmé hier par les derniers chiffres des prix à la consommation. 'Les nouvelles projections confirmeront que des baisses de taux sont envisagées en 2024, mais sans donner aucune indication sur la date de la première baisse', pronostiquent les économistes d'Oddo BHF. En attendant les annonces de la Fed, les intervenants de marché vont pouvoir se pencher

sur de nouveaux indicateurs qui leur permettront d'évaluer la réalité des projets d'assouplissement monétaire de la Fed. Dans ce contexte de recherche d'indices éventuels, les investisseurs surveilleront de près à 14h30 la publication des prix à la production industrielle aux Etats-Unis. En zone euro, les chiffres de la production industrielle, attendus à 11h00, devraient confirmer la perte de vitesse du secteur manufacturier européen et la menace de plus en plus réelle d'une récession. Le rendement des emprunts d'Etat américain à 10 ans recule vers 4,19% (-1,7pt) dans la foulée des chiffres de l'inflation sans surprise publiés hier aux Etats-Unis, tandis que son équivalent allemand revient vers 2,20% (-2,7 pts). Sur le marché des changes, l'euro est stable, autour de 1,0791 \$/euro. Sur le front du pétrole, les cours du brut poursuivent leur contraction, avec un baril de Brent à 73\$ (-0,5%), alors que l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) a revu à la hausse ses prévisions de production. 'Cela si-

gnifie que le marché va rester bien approvisionné alors que la demande est en chute libre', soulignent ce matin les analystes de Danske Bank. Dans l'actualité des sociétés françaises, Bouygues Construction annonce avoir signé un contrat pour la réalisation du nouvel hôpital Trousseau, situé au coeur de la métropole de Tours, un projet visant à restructurer l'offre de soins et à améliorer la prise en charge des patients. Lagardère annonce que son conseil d'administration a décidé à l'unanimité, sur recommandation du comité des nominations, des rémunérations et de la RSE, de coopter Yan-

nick Bolloré en qualité d'administrateur, en remplacement de René Ricol. Eutelsat Group fait part d'un accord de distribution exclusif entre sa branche Eutelsat One-Web et l'opérateur télécoms libyen RLTT, en vue du déploiement de services de connectivité à haut débit et à faible latence sur l'ensemble du territoire libyen. Renault Group indique avoir cédé à Nissan 211 millions d'actions Nissan, représentant 5% du capital du groupe japonais, une opération générant un flux de trésorerie de 764 millions d'euros pour le constructeur français.

WALL STREET

Des indices bien orientés avant le verdict de la Fed

Poursuivant sur leur lancée, les marchés actions américains ont terminé dans le vert. Alors que la Fed rendra son verdict ce mercredi, les données sur l'inflation du mois de novembre sont ressorties en ligne avec les attentes. L'indice des prix à la consommation américain a augmenté de 3,1% en rythme annuel, après 3,2% en octobre. Côté valeur, Oracle a fini lanterne rouge de l'indice S&P 500 après avoir livré des performances dans le cloud en-deçà des attentes. Le Dow Jones s'est adjugé 0,48% à 36577,94 points tandis que le Nasdaq a progressé de 0,70% à 14533,40 points. Pour le deuxième trimestre d'affilée, Oracle a fini lanterne rouge de l'indice S&P 500 : -12,40% à 100,81 dollars. La performance de l'éditeur de logiciels professionnels dans le cloud n'a pas été à la hauteur des anticipations des investisseurs. Oracle Cloud Infrastructure (OCI) a ainsi affiché une croissance de 50% à taux de change constants, en net ralentissement par rapport au premier trimestre : +64%. Jefferies anticipait une progression de 55%. Oracle a mis en cause un problème d'approvisionnement et non de demande.

Les chiffres économiques du jour
L'indice des prix à la consommation américain a augmenté de 3,1% en novembre en rythme annuel, en ligne avec les attentes, après 3,2% en octobre. La progression en rythme mensuel est de 0,1%, contre des prévisions et un mois d'octobre stables. L'inflation core, mesure surveillée par la Fed, s'est élevée à 4% en rythme annuel, en ligne avec les attentes, et de 0,3% en rythme mensuel, contre un consensus de 0,3%.

Les valeurs à suivre aujourd'hui
Airbnb
Airbnb est attendu en baisse après que Barclays a abaissé sa recommandation de "pondération en ligne" à "sous-pondérer" et son objectif de cours de 135 à 100 dollars, selon une source de marché. "La croissance des voyages en ligne ralentira à partir de maintenant, car la demande 'refoulée' finira par s'épuiser, d'autant plus que les portefeuilles des consommateurs sont de plus en plus sous pression", explique le broker.

Alphabet
Un jury américain a estimé que les pratiques de la boutique d'applications de Google étaient contraires à la législation antitrust américaine et que le géant de la recherche avait illégalement exercé un monopole sur la manière dont il distribuait les applications Android et les facturait. Alphabet était depuis plusieurs années en procès avec Epic

Games, propriétaire du jeu, Fortnite. Ce dernier avait essayé de contourner les commissions (30%) prélevées pour distribuer les applications et avait finalement poursuivi Google, mais aussi Apple en justice.

Lucid Group
Lucid Group est attendu en baisse en pré-marché à Wall Street après avoir annoncé le départ de Sherry House, directrice financière (CFO) qui démissionne avec effet immédiat, "pour poursuivre d'autres opportunités". Gagan Dhingra, actuel vice-président chargé de la comptabilité et comptable principal de Lucid, assurera l'intérim pendant que la direction recherchera un successeur. Selon le PDG Peter Rawlinson, Sherry House "a été un membre clé de (son) équipe et un acteur essentiel lors des moments majeurs de l'entreprise, notamment la cotation de Lucid en 2021".

Netflix
Signe de sa volonté de creuser son sillon dans la diffusion de sport en direct, Netflix crée l'événement. La plateforme de streaming a annoncé sur son compte X qu'elle organisera et diffusera en direct le 3 mars prochain à Las Vegas un match exhibition de tennis entre Carlos Alcaraz, numéro 2 mondial, et l'homme aux 22 Majeurs Rafael Nadal, de retour en 2024 après un an sans fouler les courts du circuit ATP.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 12 Décembre 2023				
Valeur : 14 Décembre 2023				
BASE	DEVICES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR 	134.4670	134.4820
1	EUR	EURO 	144.9151	144.9581
1	GBP	POUND STERLING 	168.9921	169.0534
100	JPY	JAPANESE YEN 	92.4680	92.4974
1	CNY	CHINESE YUAN 	18.7371	18.7400
1	CHF	SWISS FRANC 	153.5011	153.5884
1	CAD	CANADIAN DOLLAR 	99.2010	99.2414
1	DKK	DANISH KRONE 	19.4373	19.4414
1	SEK	SWEDISH KRONA 	12.8611	12.8655
1	NOK	NORWEGIAN KRONE 	12.3183	12.3238
1	AED	UAE DIRHAM 	36.6146	36.6216
1	SAR	SAUDI RIYAL 	35.8493	35.8571
1	KWD	KUWAITI DINAR 	435.8736	436.3465
1	TND	TUNISIAN DINAR 	42.6869	43.1159
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM 	13.2480	13.2495
1	LYD	LIBYAN DINAR 	27.7561	27.8985
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA 	3.5405	3.5409
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	178.4981	178.4981

BOURSES EUROPEENNES

Hausse prudente avant les annonces de la Fed

Les échanges sur les principales Bourses européennes sont relativement calmes mercredi en matinée, la prudence étant de mise avant les décisions de politique monétaire de la Réserve fédérale américaine (Fed). A Paris, le CAC 40 progresse de 0,25% à 7.562,53 points vers 08h30 GMT au lendemain de son record en séance à 7.582,47 points. A Londres, le FTSE 100 avance de 0,17% et à Francfort, le Dax s'octroie 0,13%. L'indice EuroStoxx 50 gagne 0,19%, le FTSEurofirst 300 0,14% et le Stoxx 600 0,12%. Les contrats à terme à Wall Street préfigurent une hausse de 0,13% pour le Dow Jones, de 0,11% pour le Standard & Poor's 500 et de 0,18% pour le

Nasdaq au lendemain d'une séance dans le vert où la publication des prix à la consommation aux Etats-Unis n'a pas remis en cause le scénario d'une baisse des taux de la Fed. Les investisseurs surveilleront ce mercredi les prix à la production aux Etats-Unis avant la publication des annonces de la Fed prévues à partir de 19h00 GMT. La Banque centrale européenne (BCE), la Banque d'Angleterre (BoE), la Banque nationale suisse (BNS) et la Banque de Norvège (Norges Bank) doivent également rendre leurs décisions monétaires respectives jeudi. Aux valeurs en Europe, Renault gagne 0,59% à Paris. Le constructeur automobile français a annoncé mercredi que la moins-value résultant de

la cession par le groupe d'une partie de sa participation dans Nissan a été réduite d'environ 0,5 milliard d'euros à un milliard d'euros. LVMH abandonne 1,04%, JPMorgan ayant abaissé son conseil sur le groupe français de luxe à "neutre", tandis que BASF avance de 3,19%, UBS étant passé à l'achat sur le groupe allemand. Inditex est en hausse de 0,83%, le propriétaire de la marque Zara ayant fait état mercredi d'un bond de 32,5% de son bénéfice net mais d'un ralentissement de ses ventes sur neuf mois. Le groupe de paris et de jeux Entain prend 4,44% après l'annonce du départ avec effet immédiat de sa directrice générale, Jette Nygaard-Andersen.

CRISE IMMOBILIÈRE CHINOISE

La Chine s’engage à soutenir le secteur

La Chine va renforcer son soutien à son secteur immobilier en grande difficulté, ont indiqué ses hauts dirigeants cette semaine, cités par un média d'Etat, le géant asiatique peinant à confirmer son rebond post-pandémie.

Le pays est aux prises avec plusieurs difficultés: une consommation intérieure atone, un fort chômage chez les jeunes, mais surtout un secteur immobilier en crise, ce qui paralyse tout un pan de l'activité économique, du BTP à l'ameublement. Les principaux dirigeants du Parti communiste chinois (PCC), dont le chef de l'Etat Xi Jinping, se sont engagés lors d'une grande réunion lundi et mardi à "désamorcer" les "risques dans le secteur immobilier", a indiqué la télévision publique CCTV. Lors de cette conférence économique, généralement annuelle qui se tient à huis-clos, ils ont également promis de "répondre aux besoins raisonnables de financement des entreprises immobilières", dont certaines sont en grande difficulté. La faillite potentielle d'un certain nombre de promoteurs (Evergrande, Country Garden...) menace le système financier mais aussi la stabilité sociale, car ils risquent de ne pas pouvoir livrer les appartements, déjà payés, à leurs clients. Les dirigeants communistes ont également déclaré qu'ils allaient "coordonner leurs efforts pour désamorcer les risques liés à la dette locale des petites et moyennes institutions financières dans le secteur immobilier", a indiqué CCTV. L'agence de notation Moody's a abaissé la semaine dernière de "stable" à "négative" la perspective

de la note de crédit de la Chine, arguant de l'endettement du pays et d'une croissance au ralenti. «Difficultés et défis» La reprise post-Covid prometteuse du début d'année est entravée par plusieurs facteurs. Le manque de confiance des Chinois envers l'avenir pénalise la consommation, les jeunes diplômés éprouvent de grandes difficultés à trouver un emploi et la demande molle à l'international se répercute sur les exportations chinoises. La crise inédite dans l'immobilier, avec son lot de promoteurs au bord de la faillite, de logements inachevés et de ventes en baisse, est également un frein important à l'activité. Ce secteur en souffrance a longtemps représenté avec la construction environ un quart du produit intérieur brut (PIB) de la Chine. Il est également une source importante de revenus pour les collectivités locales, dont les finances sont exsangues après trois ans de dépenses faramineuses pour lutter contre le Covid. "La Chine doit encore surmonter certaines difficultés et défis afin de continuer à relancer l'économie", ont concédé les principaux dirigeants chinois lors de cette conférence économique du PCC. Cette réunion voit les principaux responsables communistes faire le bilan de l'année écoulée et définir les grandes priorités de la suivante. "Dans l'ensemble, les conditions

favorables l'emportent sur les facteurs défavorables" en matière de développement économique, ont-ils toutefois estimé. "La tendance fondamentale d'une reprise économique et de perspectives positives à long terme n'a pas changé." Incertitude Pour relancer un secteur à la peine, le pouvoir a bien multiplié les mesures de soutien ces derniers mois, mais les résultats demeurent peu probants. Xi Jinping a ainsi jugé la semaine dernière que la reprise économique en Chine se trouve à "un stade crucial". "Des efforts doivent être entrepris pour accroître la demande intérieure et créer un environnement mutuellement vertueux pour la consommation et l'investissement", avait-il souligné. Les exportations de la Chine ont rebondi en novembre après six mois de contraction. Hormis une brève hausse en mars et avril, les ventes du géant asiatique étaient toutefois constamment en repli depuis octobre 2022. Par ailleurs, la déflation dans le pays asiatique s'est encore accélérée le mois dernier, soulignant les difficultés auxquelles la deuxième économie mondiale est confrontée pour relancer la demande. La Chine vise "environ 5%" de croissance cette année, un objectif qui pourrait être difficile à atteindre, estiment certains économistes. L'an dernier, le PIB du géant asia-

tique avait progressé de 3%, loin de l'objectif officiel de 5,5%, et l'un des rythmes les plus faibles enregistrés par le pays depuis quatre décennies.

AVEC PEU DE « DOULEUR » JUSQU’À PRÉSENT
La Fed entre dans la dernière étape de la lutte contre l’inflation

Le président de la Réserve fédérale, Jerome Powell, a déclaré que la « douleur » serait nécessaire pour tuer l'inflation. Il semble de plus en plus probable que ce ne soit pas le cas. À 3,7 %, le taux de chômage est proche de ce qu'il était lorsque la Fed a commencé à relever ses taux d'intérêt en mars 2022. Parallèlement, le rythme de la descente de l'inflation – qui ne dépasse désormais plus qu'un point de pourcentage de l'objectif de 2 % de la banque centrale – a augmenté. Cela a également surpris les décideurs politiques, tout comme lors de la hausse.

LE PIB DU PAYS A RECLUÉ DE 0,3%

L’économie britannique se contracte en octobre

L'économie britannique est passée en terrain négatif en octobre, se contractant plus que prévu selon des chiffres officiels publiés mercredi, à la veille de la dernière décision de politique monétaire de l'année de la Banque d'Angleterre. Le produit intérieur brut (PIB) du Royaume-Uni a reculé de 0,3% en octobre (davantage que la petite contraction de 0,1% attendue par les économistes), après une progression de 0,2% le mois précédent, a annoncé l'Office national des statistiques (ONS). L'activité outre-Manche a pâti d'une

baisse dans les services, mais aussi d'un «ralentissement généralisé dans l'industrie manufacturière et la construction, en partie à cause du mauvais temps», a relevé sur X (ex-Twitter) le directeur des statistiques économiques de l'ONS Darren Morgan. L'activité économique britannique est notamment lestée par 14 hausses de taux directeurs de la Banque d'Angleterre dans sa lutte contre l'inflation qui ont renchéri le coût du crédit. Ces nouveaux chiffres, qui peignent un tableau morose de l'économie du Royaume-Uni, seront

particulièrement scrutés par la banque centrale. Cette dernière a laissé depuis septembre son taux inchangé, à 5,25%, et le marché s'attend à ce qu'elle continue jeudi. «Il est inévitable que le PIB soit faible pendant que les taux d'intérêt font leur travail pour faire baisser l'inflation», a réagi mercredi le ministre des Finances britannique Jeremy Hunt, mettant toutefois en avant ses annonces budgétaires du mois dernier pour affirmer que l'économie britannique «est désormais bien placée pour commencer à croître».

POUR LES ACHETEURS D'ASIE DU NORD

L’Éthiopie obtient un allègement temporaire de sa dette de 1,5 milliard de dollars

La suspension temporaire du paiement de la dette éthiopienne devrait aider le pays à éviter un défaut de paiement et avoir des effets positifs immédiats sur l'économie éthiopienne. Le gouverneur de la Banque nationale d'Éthiopie, Mammo Mihretu, a déclaré au parlement éthiopien que le pays avait obtenu plus de 1,5 milliard de dollars d'allègement temporaire de sa dette alors qu'Addis-Abeba tente d'éviter un défaut de paiement sur ses dettes.

L'Éthiopie a demandé pour la première fois un allègement de sa dette dans le cadre du Cadre commun du G20 il y a plus de deux ans, alors que ce pays d'Afrique de l'Est peine à honorer ses dettes dans un contexte économique de plus en plus difficile. Alors que la Réserve fédérale américaine et d'autres grandes banques centrales décident de relever les taux d'intérêt et que le Birr éthiopien se déprécie fortement par rapport au dollar, le remboursement des dettes extérieures de l'Éthiopie

est devenu plus coûteux. Une grave pénurie de dollars américains en Éthiopie et l'épuisement des réserves de change ont également rendu plus difficile pour le pays de remplir ses obligations de remboursement. On estime qu'Addis-Abeba doit 13,7 milliards de dollars à la Chine, son plus grand créancier, et des montants plus modestes aux membres du Club de Paris et aux institutions financières internationales. Mihretu a confirmé que la Chine et la France, les deux

pays qui président le comité des créanciers chargé de superviser les obligations de la dette de l'Éthiopie, ont convenu de suspendre temporairement les remboursements. Cet allègement des pressions sur les flux de trésorerie permettra à l'Éthiopie de reconstituer ses réserves de change et placera donc Addis-Abeba dans une position plus solide pour rembourser ses dettes une fois que les remboursements reprendront l'année prochaine.

BRÉSIL

Rétablissement des taxes à l’importation sur les panneaux solaires et les éoliennes

Le gouvernement brésilien a approuvé des mesures visant à augmenter les taxes à l'importation sur les modules photovoltaïques et les éoliennes. Une mesure qui devrait stimuler la production locale d'équipements utilisés pour produire des énergies renouvelables. Le gouvernement a révoqué une subvention fiscale à l'importation sur les panneaux solaires, car le pays fabrique des produits similaires, a déclaré le ministère de l'Industrie et du Commerce dans un communiqué.

La mesure entrera en vigueur le 1er janvier

Le gouvernement a également révoqué plus de 300 réductions fiscales temporaires sur les modules solaires, avec effet dans 60 jours. Le Brésil produit une partie des équipements utilisés pour produire de l'énergie solaire, qui est déjà devenue la deuxième source d'électricité du pays. Cependant, les panneaux sont pour la plupart importés de Chine. Cette décision a été saluée par l'association brésilienne de l'industrie électrique Abinee, qui a déclaré que les fabricants locaux « subissent des pertes et ont perdu des emplois » en raison de l'importation de produits asiatiques subventionnés dans leurs pays d'origine et bénéficiant d'un avantage injuste. Le gouvernement a également augmenté la capacité minimale de production des éoliennes pour pouvoir bénéficier d'une exonération de taxe à l'importation. Les équipements d'une puissance supérieure à 7 500 kilovolts ampères (kVA) continueront d'être exonérés l'année prochaine, contre 3 300 kVA auparavant. À partir de 2025, toutes les importations d'éoliennes seront soumises à une taxe à l'importation de 11,2 %. La mesure devrait profiter aux fabricants d'éoliennes, qui se plaignaient de la concurrence accrue des produits importés alors que l'industrie locale diminuait lorsque certaines entreprises mondiales avaient cessé de produire au Brésil.

FOURGON AMÉNAGÉ - HANROAD TREK 5+

Virée en autonomie dans un van qui se conduit comme une voiture

Choisir un van plutôt qu'un camping-car a des avantages : le premier est plus maniable que le second et il évite de payer trop cher au péage. Mais il a aussi ses inconvénients : il est plus exigu que les grosses maisons roulantes. Reste-t-il pour autant efficace pour un road trip hivernal en toute autonomie ? Réponses.

Les camping-caristes, à l'instar de leurs clients, n'ont que ces mots à la bouche : fourgons aménagés et vans. Moins encombrants et donc plus faciles à conduire que les lourdes capucines et énormes intégraux, aucune marque ne manque à l'appel. Toutes cèdent et même les constructeurs autos s'y sont collés. C'est ainsi qu'au catalogue très officiel de Renault, on retrouve le Trafic SpaceNomad qui n'est autre qu'un utilitaire sorti des chaînes du losange à Sandouville. Une fois assemblé, il prend la direction d'Angers, ou le groupe Pilote l'aménage et le transforme en voiture à vivre et à dormir.

Mais le groupe Pilote dispose aussi d'une flopée de marques bien à lui. À Pilote la bien connue, s'ajoute Bavaria, Frankia, Le Voyageur et Hanroad. Cette dernière, née en 2015 suite au rachat d'une entreprise qui concevait des vans depuis 1929, s'est justement spécialisée dans le van aménagé sur base de Trafic, tout comme le SpaceNomad. Est-il mieux ou moins bien ? Faut-il craquer pour la version de l'aménageur plutôt que pour celle du constructeur ? C'est ce que nous avons cherché à savoir en prenant en main, en conduisant, en cuisinant et en dormant dans l'un des modèles actuels de la gamme : le Trek 5+.

Il suffit d'en faire le tour pour en mesurer le principal avantage : sa taille. Il jauge 5,08 m. C'est pile poil la longueur d'un Trafic L1 et il dispose d'un avantage non négligeable : sa hauteur est très légèrement en deçà des 2 m fatidiques. Une précision qui a ses avantages. D'une part le Trek 5+ passe les barrières de péage comme une auto standard et ne paie pas la surtaxe poids lourds. Mais en plus, il se permet d'accéder à peu près à tous les parkings découverts qui ont une fâcheuse tendance depuis quelques années à s'équiper de barrières, justement placées à 2 m, histoire de faire fuir les camping-cars et autres fourgons rehaussés.

Libéré de la taxe poids lourd, délivré des contraintes en ville

Sauf que le van made in Hanroad est équipé d'un toit relevable, ce qui, lo-



giquement, augmente la hauteur de quelques centimètres. « Ça passe » nous a soufflé un responsable Hanroad. Alors on a tenté, on a retenu notre souffle, on s'est même baissé par pur réflexe en passant une barrière. Et, effectivement, on est passé. Pour autant, ce van, comme tous les autres, que nombre de clients achètent pour s'en servir de voiture quotidienne, n'est pas une voiture particulière. Le Trafic reste un utilitaire avec le manque d'insonorisation, et le confort d'un utilitaire. On est loin d'une limousine, et quiconque troquant le volant d'une berline pour cet engin s'en rend immédiatement compte.

Reste que le Trek 5+, en configuration 2 l DCI 150 ch et boîte auto EDC se débrouille fort bien sur route et autoroute, et même en ville lorsque les conditions permettent d'y glisser son 1,95 m de large. Son couple de 350

Nm lui permet de rouler sans aucun problème à la vitesse du flot des voitures, et même de dépasser, évitant ainsi de créer le légendaire bouchon sur les routes de montagne parfois constitué par un lourd camping-car à la peine.

Bien sûr, en virage, on surprend parfois quelques bruits de quincailleries, dus au mobilier fixé à bord. Mais rien d'excessif, et surtout rien de rédhibitoire. Ce mobilier est d'ailleurs astucieusement placé le long de la paroi derrière le conducteur. Et s'il est très semblable à celui du SpaceNomad, il est aussi très pratique, avec des tiroirs qui se ferment et de petits placards munis de stores qui permettent de protéger les objets que l'on y place. Le tout est réalisé dans un matériau qui devrait résister au temps.

Dans ces meubles, se cachent un petit frigo de 49 l et un réchaud à deux feux et allumage piezo. Il est alimenté

par une bouteille de gaz planqué dans la soute, ce qui libère de l'espace dans l'habitacle. Mais la grande interrogation de cet essai hivernal, est évidemment liée au chauffage additionnel dont on bénéficie à bord de cet Hanroad.

C'est un radiateur soufflant au gazole de 2 000 W avec un « kit altitude » censé rester efficace jusqu'à 2 500 m d'altitude.

Banco. On s'arrête pour bivouaquer à 200 m à peine au-dessus du niveau de la mer, et pour corser l'exercice, on décide de dormir avec le toit relevable grand ouvert. Ses parois étant en toile, il devrait logiquement amener une certaine fraîcheur dans l'habitacle. Surtout qu'il fait 0° à l'extérieur. Le chauffage est mis en route, et, mis à part un très léger bruit de soufflerie, son moteur au mazout s'avère plutôt silencieux.

Le bruit, c'est pour les autres, les voi-

sins qui profiteront du ronronnement de ce petit générateur placé au-dehors, sous le châssis du Trafic. Surprise, en réglant la température sur 22°, on obtient rapidement une douce chaleur qui se maintiendra toute la nuit. Mais une appréhension troublera (un peu) le sommeil, plutôt confortable sur la banquette rabattable de 124 cm sur 188 cm du rez-de-chaussée (un autre lit se cache dans le toit relevable et il jauge 139 cm sur 190 cm). Cette légère peur a pour nom consommation de gazole.

Le chauffage efficace va-t-il vider le réservoir du Trafic ?

Le matin, c'est la surprise. Après une nuit de chauffage plutôt intense, il est impossible de distinguer à l'œil nu une baisse de la jauge de gazole. Efficace et sobre, ce système. Mais dans un van digne de ce nom, et par une soirée d'hiver, il faut aussi pouvoir s'éclairer. Les leds font parfaitement le job, sans pour autant vider la batterie auxiliaire, même si cette dernière a du mal à se recharger par la grâce du panneau solaire situé sur le toit de l'engin. Quant à la recharge de son smartphone, aucune crainte : 6 prises USB se nichent dans le van.

Quoi qu'il en soit, la batterie a permis de rester en parfaite autonomie durant les trois jours et deux nuits de notre road trip. Une autonomie en électricité, mais aussi en eau, grâce au réservoir de 60 l.

C'est peu, certes. Mais suffisant pour faire la popote du soir et le café du matin. Évidemment, si une famille de 4 personnes occupe le van, qui dispose de 4 couchages mais de 5 places assises (d'où le 5 de Trek 5+), il leur faudra éviter de défiler sous la douche. Un sacrifice très facile à faire en hiver, puisque la petite douchette se trouve à l'arrière du van, et que l'eau n'est pas chauffée (c'est une option). Prière donc de faire appel à un ami sédentaire, ou de se rendre dans un camping ouvert toute l'année si l'on effectue un voyage de plusieurs jours.

Un super sèche-cheveux de 816 chevaux !

Jusqu'alors, le catalogue du roadster Mercedes-AMG SL proposait deux versions. Une entrée de gamme animée par un « petit » quatre cylindres cubant 1 991 cm³ fort tout de même de 381 ch sous le capot du SL 43. Et au-dessus, avec le double de cylindres convoqués, la variante 63 4Matic+ à moteur V8 3982 cm³ biturbo disposant d'une puissance de 585 ch pour une valeur de couple de 800 Nm.

4 roues motrices et directrices

Vient aujourd'hui en renfort une variante hybride rechargeable qui associe un moteur V8 4.0 biturbo revendiquant 612 ch et 850 Nm à une machine électrique alimentée par une petite batterie de 6,1 kWh placée sur le train arrière. Cette dernière dispose de 204 ch et permet de parcourir jusqu'à 13 km sans émissions. Mais vous l'aurez compris, ce n'est pas

le but de la manœuvre.

L'idée étant plutôt de profiter d'un cumul, de 816 ch et de 1 420 Nm équitablement répartis aux quatre roues via la transmission intégrale 4Matic+ par le biais d'une boîte de vitesses automatique. Les roues arrière directrices sont aussi de la partie. Une technologie étrennée par la version à 4 portes disposant quant à elle de 843 ch.

Rouler à 317 km/h, cheveux au vent

La fiche technique de la Mercedes-AMG SL 63 S E Performance annonce une vitesse de pointe de 317 km/h et un 0 à 100 km/h expédié en 2,9 secondes. Huit modes de conduite, baptisés AMG Dynamic Select, sont au programme. Chacun d'eux agit sur la réponse de la transmission, celle de l'accélérateur, de la direction, des amortisseurs ou encore du bruit à l'échappement. Par ailleurs,



quatre niveaux de récupération d'énergie au freinage sont disponibles, le plus puissant d'entre eux qui correspond à une conduite de type mono pédale permet de gagner 100 kW. Pour se démarquer esthétiquement du

reste de la gamme, la Mercedes-AMG SL 63 S E Performance arbore l'inscription « E-Performance » sur ses ailes avant et ses jantes de 20 pouces de série, 21 pouces en option arborent un design spécifique.

CHIPS ACT

Pourquoi des milliards de dollars ne sont toujours pas distribués

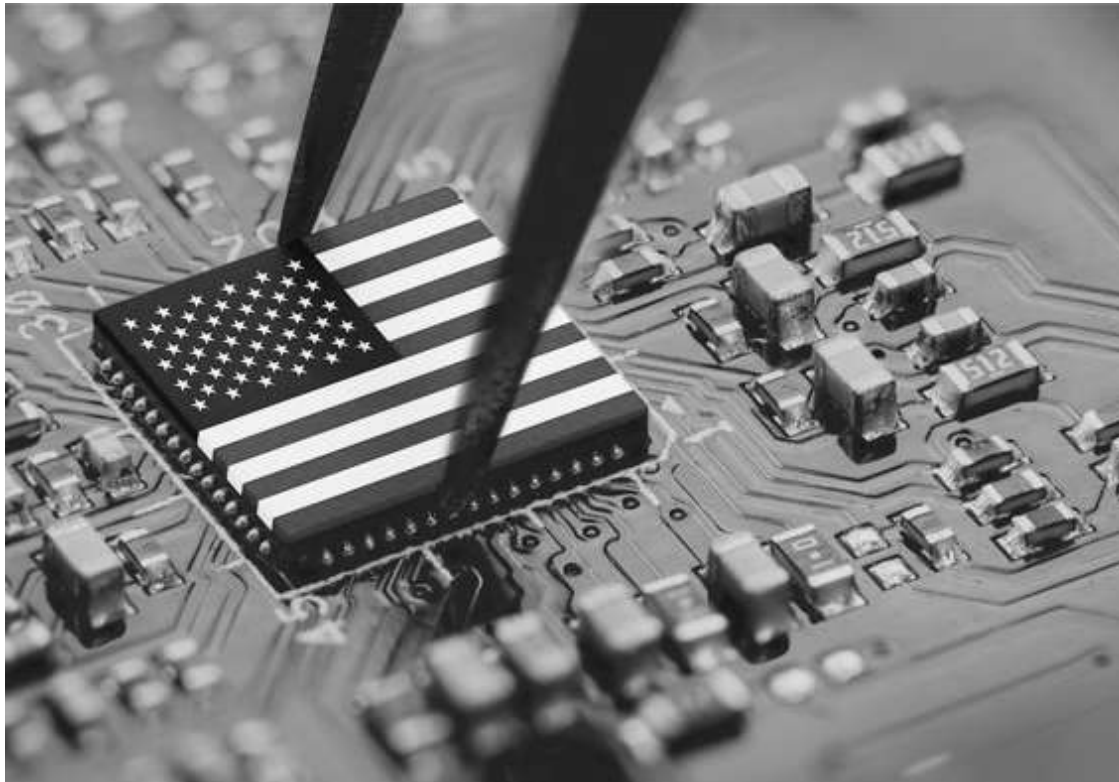
Le ministère américain du Commerce a déclaré qu'il menait toujours des négociations complexes avec les fabricants de puces pour s'assurer du bon usage des fonds fédéraux attribués à la construction de nouvelles usines et d'installations de recherche. Mais la pénurie de main d'oeuvre qualifiée n'arrange rien.

Selon les chiffres de la Maison Blanche, au cours des 30 dernières années, la part des États-Unis dans la production mondiale de semi-conducteurs est passée de 37 % à 12 % seulement. A contrario, au cours des deux dernières années, la part de la Chine dans la fabrication de puces a augmenté de près de 50 %, au point qu'elle représente aujourd'hui environ 18 % de l'offre mondiale. C'est la crise mondiale de la chaîne d'approvisionnement de 2021 qui a mis en évidence le déclin de la production nationale de puces et donné lieu à des appels à la relocalisation de la fabrication aux États-Unis. Ces événements ont débouché sur l'adoption en août 2022, par le Congrès américain, du Chips and Science Act (Chips Act) préparé pendant plus d'un an par l'administration Biden-Harris pour répondre aux graves pénuries de semi-conducteurs.

La loi a attribué au Ministère américain du Commerce (Department of Commerce, DoC) un budget de 52,7 Md\$ pour engager une série de programmes dans le cadre du programme Chips for America afin de « revitaliser » la position des États-Unis dans la recherche, le développement et la fabrication de semi-conducteurs. Sous l'impulsion du Chips Act, des entreprises comme Intel, Samsung, Micron, TSMC et Texas Instruments ont planché sur des projets de construction d'usines de fabrication de puces aux États-Unis. (Qualcomm, en partenariat avec GlobalFoundries, a également déclaré qu'elle investirait 4,2 Md\$ pour doubler la production de puces dans son usine de Malte, à New York).

Plusieurs embûches sur le chemin

La première série de mesures d'incitation du Chips Act, d'un montant total de 39 Md\$, pour la construction d'installations de fabrication à grande échelle, a été mise en place en février. En septembre, une seconde possibilité de financement pour des projets de fabrication à petite échelle a été ouverte. Mais à ce jour, aucun des fonds n'a été distribué et certains projets d'usines de fabrication se heurtent à des obstacles. Au début de l'année 2023, TSMC, le plus grand fabricant de puces au monde, a commencé la construction d'une deuxième usine de fabrication de puces près de Phoenix, en Arizona. Pour le président américain Joe Biden, les deux usines de TSMC représentaient le fleuron de son programme d'incitation Chips Act. Mais le projet de TSMC est bloqué et l'entreprise a annoncé qu'elle avait repoussé la date d'achèvement de 2024 à 2025 en raison de difficultés à trouver de la main-d'oeuvre qualifiée.



Si les 52,7 Md\$ d'incitations accordées aux fabricants de puces et aux chercheurs ne sont pas négligeables, le Ministère américain du Commerce, qui supervise la distribution de l'argent, a déclaré que la véritable victoire viendra des investissements des fabricants dans l'économie américaine. « Plus de 230 Md\$ ont été investis par le secteur privé dans la fabrication de semi-conducteurs depuis le début de cette administration et plus de 166 Md\$ depuis l'adoption du Chips and Science Act », a déclaré un fonctionnaire du ministère américain du Commerce. Micron Technologies a déclaré qu'elle pourrait dépenser jusqu'à 100 Md\$ au cours des 20 prochaines années pour agrandir ses installations aux États-Unis. TSMC avait promis d'investir 40 Md\$ dans son usine américaine de production de puces. Cet investissement représente l'investissement étranger le plus important jamais réalisé en Arizona et l'un des plus importants de l'histoire des États-Unis.

Un long redémarrage de la production américaine de puces

TSMC fabrique environ 50 % des semi-conducteurs dans le monde, qu'elle vend à des entreprises comme Apple, AMD, Nvidia et Qualcomm. En revanche, Samsung et Intel fabriquent des semi-conducteurs pour leurs propres produits. Taïwan et la Corée du Sud sont les leaders mondiaux de la fabrication de semi-conducteurs, avec environ 20 à 21 % du marché chacun, tandis que le Japon et l'Union européenne produisent chacun environ 9 % des processeurs vendus dans le monde. Selon Gaurav Gupta, analyste vice-prési-

dent chez Gartner Research, il faudra attendre quelques années, voire la fin de la décennie, pour que l'impact initial du Chips Act se fasse sentir. « Même avec les efforts de relocalisation en cours, la part nationale de la production de puces ne devrait pas augmenter de plus de quelques points de pourcentage d'ici à la fin de la décennie », a ajouté Gaurav Gupta. En effet, il faut trois à cinq ans pour construire une usine de fabrication de semi-conducteurs, et la production augmente ensuite. Mais les fabricants doivent aussi faire face à une pénurie de talents technologiques. Par exemple, le CEO de TSMC Che Chia Wei, a déclaré que l'entreprise avait déjà embauché près de 1100 employés localement, mais qu'elle aurait besoin de 4 500 personnes qualifiées en haute technologie pour ses deux usines de fabrication de Phoenix. Beaucoup d'employés de TSMC sont envoyés à Taïwan pour acquérir une expérience pratique approfondie dans son usine, « et perfectionner leurs compétences techniques tout en étant immergés dans l'environnement opérationnel et la culture de TSMC », a déclaré Che Chia Wei. « Nous visons toujours une production en volume de la technologie de traitement N4 pour le premier semestre 2025 et nous sommes convaincus qu'une fois que nous aurons commencé nos activités, nous pourrions fournir le même niveau de fabrication, de qualité et de fiabilité en Arizona que celui de nos usines de Taïwan », a-t-il ajouté. Micron, qui prévoit de construire l'une des plus grandes usines de fabrication de semi-conducteurs du pays dans le nord de l'État de New York, essayait de résoudre la ques-

tion de la pénurie de talents grâce à un partenariat universitaire américano-japonais dont le but est de développer un vivier de talents dans le domaine des semi-conducteurs pour les deux pays. Le programme implique 11 universités dans les deux pays, et trois cours initiaux ont été définis et devraient être mis en place à partir du début de l'année 2024. Au cours des cinq prochaines années, Micron et ses partenaires de développement contribueront à hauteur de 60 M\$ au programme de formation, dans l'espoir qu'environ 5 000 étudiants suivront les cours sur les salles blanches et la recherche collaborative liée à la mémoire. Selon Micron, le programme s'emploie essentiellement à faire la promotion des opportunités pour les étudiants, le personnel et les dirigeants. Les premiers cours serviront d'introduction aux semi-conducteurs et à la mémoire, au traitement des semi-conducteurs et porteront sur le thème des semi-conducteurs et de la société. « Nous sommes ravis d'accueillir de nouveaux participants au cours des prochains mois, grâce notamment à des programmes destinés aux femmes dans le domaine des semi-conducteurs et à des programmes de mentorat », a déclaré Scott Gatzemeier, vice-président de la division Front End US Expansion chez Micron. « Nous progressons également dans les domaines de la recherche et de l'apprentissage par l'expérience dans les salles blanches et les laboratoires, ainsi que par le biais d'échanges d'étudiants entre les deux pays ». La construction de la nouvelle usine de fabrication de Micron devrait commencer au printemps 2024 et durer plus de deux ans. Scott Gat-

zemeier a indiqué que le projet fait actuellement l'objet d'un « examen environnemental approfondi » et d'un processus d'autorisation.

Des fonds à verser aux entreprises autant que possible

Même si les défis liés à l'ouverture de nouvelles usines et de centres de recherche aux États-Unis soient considérables, Gaurav Gupta de Gartner a déclaré que le Chips Act avait déjà accompli une chose : au minimum, il a incité les plus grands fabricants de puces du monde à annoncer des projets aux États-Unis. La semaine dernière, par exemple, le fabricant néerlandais d'équipements pour puces électroniques ASM a annoncé qu'il investirait 324 M\$ dans un nouveau centre de recherche et de développement en Arizona. La construction de ce site prendra environ cinq ans. Benjamin Loh, le CEO d'ASM, a déclaré que son entreprise était encouragée par la promesse du Chips Act. « Nous pensons que nos investissements aux États-Unis contribuent à renforcer la résilience de la chaîne d'approvisionnement, favorisent les avancées technologiques et nous permettent de bénéficier d'une aide au titre du Chips Act », a déclaré Benjamin Loh. Selon Gaurav Gupta, il faut maintenant que le ministère américain du Commerce commence à verser de l'argent aux entreprises chaque fois que c'est possible. Le DoC a déclaré que, pour un programme gouvernemental, le Chips Act avait évolué très rapidement. Par exemple, dans le cadre du processus de demande de financement, l'agence a reçu plus de 530 déclarations d'intérêt de la part d'entreprises de 42 États. L'agence fédérale a également reçu 120 pré-demandes et demandes complètes sur les possibilités de financement. Le ministère américain du Commerce a déclaré qu'il menait des discussions très actives avec les fabricants de puces et les installations de R&D et qu'il s'attendait à faire des annonces importantes dans les mois à venir. « Nous menons des négociations très complexes pour nous assurer que nous agissons dans l'intérêt des contribuables américains et que chaque dollar que nous dépensons contribue à la sécurité économique et nationale des États-Unis », a déclaré le fonctionnaire du ministère du Commerce. Selon Scott Gatzemeier de Micron, le financement du Chips Act est nécessaire pour « combler l'écart de coût entre les États-Unis et d'autres régions moins coûteuses ». Ajoutant : « Nous sommes ravis de participer à cette opportunité unique qui nous est offerte de redonner aux États-Unis une place de leader de l'industrie des semi-conducteurs ».

Mots fléchés

Course en solitaire		Serviette de bébé		Désert		Petite école		S'écoula		Ordinateur		Charpen-tée	
Course en mer		Bonne humeur		Ex président yougoslave						Groupe de soldats		Belle des prés	
						Aiguisée		Dédale					
Marin								Héros de Spielberg					
Stupide											Problème		
						Cachalot					Président portugais		
						Bout de terrain						État d'Europe	
Affaiblir								Devant les sciences		Clôture			
Bramer													
				Décora-tion									Déchif-frage
				Privé de ses attributs									
Flottante au dessert		Têtes de linottes	Estocs							Monnaie du Brésil			
										Couche			
			Douceur					Ville du Tam					
			Choisi					Repaire					
Vaste étendue						Truie					Coeur de chicon		
Signes graphiques						Tour de taille					Obtenir réparations		
						Grand nombre				Enfile l'habit			
						Cheval de course				Décombres			
Rote								Voiture populaire				Immobile	
Pierre de construc-tion	La fille du désert		Canton suisse					Regrouper					
			Parcours des yeux										
								Écarteur					
								Allongées					
Jeu de cartes													Département
								Un de Troie					
Possessif				Tenue de rat				Vieilles habitudes					
Bavarde				Boîte à idées						Vaga-bonda			
										Bac de cuisine			
			Griottes								Le titane		
											Humanoïde		
Suit le docteur			Jouer des fers							Sou nippon			
			Agit					Solution					
Enfin		Gâteau breton				Étété						Fin de verbe	Société
		Parti politique											
						Des cieux							
Greffés								Enserrera					

EN PROVENANCE DU MAROC

L'ANP saisi plus de 10 quintaux de kif traité

Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, des détachements combinés de l'ANP ont intercepté, en coordination avec les différents services de sécurité lors d'opérations exécutées à travers les Régions militaires, 47 narcotrafiquants et mis en échec des tentatives d'introduction de 10 quintaux et 38 kg de kif traité provenant des frontières avec le Maroc, alors que 68 213 comprimés psychotropes ont été saisis, selon le bilan opérationnel de la période du 16 au 12 décembre 2023, rendu public ce mercredi par le ministère de la Défense nationale.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Jeudi 14 décembre 2023 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



PÉTROLE

L'OPEP prévoit un nouveau record de la demande en 2024

La demande de pétrole connaîtra en 2024 une croissance "saine" vers un nouveau record, a estimé l'Opep dans son rapport mensuel publié mercredi, jour d'un accord à la COP28 sur l'abandon progressif des énergies fossiles. L'année prochaine, le monde consommera 104,36 millions de barils de pétrole en moyenne par jour, contre 102,11 en 2023. "La demande mondiale de pétrole devrait connaître une croissance saine de 2,2 millions de barils par jour, autant qu'estimé précédemment", explique l'Organisation des pays exportateurs de pétrole dans son rapport. La hausse de la demande est "soutenue par la croissance résiliente du PIB mondial" sur fond d'une meilleure situation économique en Chine, explique l'Opep. La demande dans les pays de l'OCDE ne devrait pas dépasser celle de 2019 et ne croître que légèrement sur un an en 2024 à 46,1 millions de ba-

rils par jour, tandis que la demande des pays non membres de l'OCDE devrait progresser de 2 millions de barils à 58,3 millions en moyenne. Le rapport intervient alors que, pour la première fois, les pays du monde entier ont approuvé mercredi lors de la 28e conférence sur climat de l'ONU à Dubaï un compromis historique ouvrant la voie à l'abandon progressif des énergies fossiles causant le réchauffement. Le texte adopté appelle à "effectuer une transition hors des énergies fossiles dans les systèmes énergétiques, d'une manière juste, ordonnée et équitable, en accélérant l'action dans cette décennie cruciale, afin d'atteindre la neutralité carbone en 2050 conformément aux préconisations scientifiques". L'accord, qui survient huit ans après celui de Paris sur le climat, est adopté à la fin d'une année 2023 qui sera la plus chaude jamais enregistrée.

PROGRAMME PASA EN ALGÉRIE

Inauguration du premier laboratoire d'analyses oléicoles

Dans le cadre du Programme d'appui au secteur de l'agriculture en Algérie (PASA), financé par l'Union Européenne (UE) en partenariat avec le ministère de l'Agriculture et du Développement rural, M. Thomas ECKERT, Ambassadeur de l'Union européenne en Algérie, accompagné des hauts représentants dudit ministère, a inauguré, ce mercredi à Béjaïa, à la station de l'Institut Technique de l'Arboriculture Fruitière et de la Vigne (l'ITAFV), le Laboratoire d'Analyses Oléicoles dans la localité de Takrietz. Il s'agit d'une étape majeure dans le

développement de la filière oléicole algérienne avec la mise en service du premier laboratoire complet spécialisé en oléiculture à disposition de tous les professionnels de la filière. Cet investissement matériel et immatériel significatif, qui a bénéficié du soutien financier de l'UE et de la mise en œuvre par Expertise France, avec la coordination de l'INRA (Institut National de la Recherche Agronomique d'Algérie), offre une nouvelle structure complète et performante au service des moulinsiers, de la profession oléicole et de la promotion de l'économie oléicole en Algé-

rie. Au cœur de la zone de production, dans l'écrin de la ferme de démonstration de Takerietz, il se veut comme un laboratoire national de référence qui bénéficiera d'une accréditation à travers l'Organisme national d'accréditation (ALGERAC) et de l'agrément du Conseil Oléicole International (COI). « Avec ce laboratoire, nous arrivons à la fin de notre engagement de cinq ans dans le cadre du programme PASA – Pôle Soummam, financés par l'UE à hauteur de près de 6 millions d'euros », a déclaré. S.E.M Thomas Eckert, ambassadeur de l'Union européenne en Algérie.

Chronique Eco

d'Anouar El Andaloussi

COP28 et après ...un compromis fragile

Du 30 novembre au 12 décembre, il s'est tenu à Dubaï (EAU) le sommet périodique sur le climat dans sa 28ème édition (COP28). La clôture prévue pour ce 12 décembre a été reportée de plusieurs heures, faute de compromis sur la sortie du fossile du système énergétique mondiale à l'horizon 2050. Ce matin (13/12) à 3h, le compromis « historique » est encore non acté.

Encore une fois, la confrontation entre pôles d'intérêts divergents se manifeste à l'occasion de la cop28. L'atmosphère comme l'air ou la couche d'ozone et d'autres ... sont des biens communs, à partager par toute l'humanité. Tant que le problème du dérèglement climatique n'est pas posé avec gravité et urgence pour tout le monde, chacun y allait pour puiser dans la nature le maximum pour lui sans se soucier des conséquences sur les autres. La désertisation était le premier problème posé alors que des millions de gens souffrent de la famine dans les zones arides, les pays du nord industrialisés consommaient encore et encore toutes les formes d'énergie et polluaient par leurs déchets industriels les océans et les airs. Il est vrai que le réchauffement climatique par l'effet de la consommation des énergies fossiles a une grande part dans la dégradation de la couche d'ozone et par voie de conséquence sur le réchauffement climatique qui induit à son tour les perturbations du climat et de tous les écosystèmes. Décarter l'énergie, et de manière générale toute l'économie, par une élimination progressive des combustibles fossiles et augmentation de la capacité de production d'énergie à partir de sources renouvelables a été le mot d'ordre depuis maintenant plus de 30 ans. Au final la consommation n'a fait qu'augmenter. Trois pôles s'affrontent, à armes inégales : Les pays industrialisés (les plus grands consommateurs de l'énergie fossile), les pays producteurs d'hydrocarbures et de charbon et les autres (généralement des pays en développement, sous industrialisés et sans ressources énergétiques fossiles). Durant deux semaines de débat, des propositions et des contrepropositions ont été soumises au

consensus, mais les positions sont très tranchées pour construire des compromis. La cop28 a été le summum de la confrontation. Le projet de texte appelle à la « réduction à la fois de la consommation et de la production des énergies fossiles d'une manière juste, ordonnée et équitable, de façon à atteindre zéro net (neutralité carbone) d'ici, avant ou autour de 2050, comme préconisé par la science ». Mais il ne mentionne plus le mot de « sortie » des énergies fossiles. Et il inclut désormais tout un menu de vœux du camp des pays producteurs ou exportateurs de pétrole, comme la mention des technologies balbutiantes de captage et de stockage du carbone, exigées par eux pour continuer à pomper des hydrocarbures. En face, les pays industrialisés, les plus gros consommateurs, expriment, comme à la coutume, leur volonté d'organiser la transition énergétique à leur rythme et en fonction de leurs capacités à remplacer l'énergie fossile par le renouvelable. Eux qui ont la technologie et les moyens financiers pour organiser cette transition ne font aucun geste envers les plus pauvres, pourtant ce sont eux qui ont conduit à cette situation par leur comportement et leur course à toutes les énergies qu'ils ont souvent obtenues à bas prix. Ils sont consommés de manière abusive un bien commun et maintenant ils refusent de payer la part des autres qu'ils ont consommée. Les USA, la Chine et l'UE sont les plus grands consommateurs. Autant les USA affichent leur réserve sur une sortie rapide du fossile (l'échéance de 2050 est jugée trop courte) ; la Chine affiche le profil bas (cherche le statu quo) alors que l'UE, en première ligne sur l'application stricte des résolutions et le respect de l'échéance de 2050, veut encore profiter d'une énergie pas chère (fossile) sans prendre d'engagements fermes sur l'aide aux pays pauvres pour assurer leur transition énergétique qui sera très coûteuse. Nous avons oublié les Îles qui, elles aussi, sont dans une situation extrêmement grave, elles risquent d'être englouties par les océans avant l'échéance de 2050 pour certaines. Le Conseil de la COP28 appelle à une action mondiale

en vue de tripler la capacité de production d'énergie à partir de sources renouvelables installées pour la porter à 11 TW, et de doubler le taux d'amélioration de l'efficacité énergétique d'ici à 2030, tout en respectant le bouquet énergétique national de chaque pays. Il insiste sur le caractère essentiel de la coopération avec les pays en développement afin de relever les défis découlant de la transition et de tirer parti des avantages qu'elle offre. Dans ce contexte, « le Conseil réaffirme qu'il est important que toutes les parties redoublent d'efforts pour intégrer l'adaptation et la résilience face au changement climatique dans les politiques et programmes existants dans tous les secteurs concernés. Il met l'accent sur les efforts croissants déployés par les États membres pour mettre en œuvre des stratégies et des plans d'adaptation, en intégrant l'adaptation dans toutes les politiques sectorielles dans le cadre de la stratégie mondiale relative à l'adaptation au changement climatique ». Comment remplacer des énergies fossiles bon marché par de nouvelles sources tout en maintenant laproductivité et la croissance ?Telle est la question à laquelle le monde doit trouver une réponse juste avec un partage équitable des coûts de la transition. Il s'agit d'un bien commun et les frontières n'ont pas d'existence. Le choc est gigantesque. Comme le "tout électrique vert"est la solution, l'ambition est de "massifier" la production de toutes les énergies renouvelables(ENR). Pousser trop sur l'accélérateur de la transition en exigeant une sortie rapide du fossile conduira à justifier le nucléaire. Voilà un autre moyen pour soumettre les pays en développement à aller chercher cette technologie chez les pays développés. Seul un Fonds Mondiale (ou Banque), financé par les pays producteurs et les pays consommateurs des énergies fossiles, proportionnellement à leurs productions des GES pourrait bâtir une solidarité internationale en vue d'organiser la transition énergétique pour tous les pays, en prenant en charge les pays faibles consommateurs d'énergie et sans ressources.